

n° 33

r é v o l u t i o n

é g a l i t é



d é m o c r a t i e

mars 2003

Mensuel des Jeunes communistes révolutionnaires



Invasion de l'Irak Guerre sociale en France



Stoppons l'offensive impérialiste

**Interdisons le G8
d'Evian ! - p. 12**

Lycéennes contre la guerre

Des soldats israéliens refusent le terrorisme de l'Etat d'Israël.

De plus en plus de réservistes de l'armée israélienne trouvent le fardeau de l'Intifada beaucoup trop lourd, alors que le Parlement vient de prolonger jusqu'à sept semaines leur temps de service annuel. C'est la seconde année consécutive que le Parlement prolonge la période de réserve. Plusieurs dizaines d'entre eux servant dans le nord de la Cisjordanie ont ainsi adressé jeudi 3 avril une lettre de protestation au ministère de la Défense.

Selon un rapport de l'armée, le temps de service moyen a quasiment doublé en trois ans, à la suite du début de l'Intifada, passant de 16 jours en 2000 à 21 en 2001, 27 en 2002 et 30 environ pour le début de 2003. Dans le même temps, le nombre de réfractaires a augmenté de 67 %, la plupart étant des réservistes. Une pétition a été signée par plus de 500 militaires de réserve qui refusent de rejoindre leurs unités en territoire occupé. D'autres réservistes se plaignaient il y a dix jours à un journal d'avoir été forcés de quitter leur travail pour servir de sentinelles à l'entrée de colonies de la bande de Gaza.

L'armée souffre d'une pénurie d'effectifs dans ses unités combattantes en raison du déploiement de plusieurs dizaines de milliers de soldats en Cisjordanie et la bande de Gaza pour faire face à l'Intifada.

Voici quelques propos recueillis parmi des lycéennes qui se sont mobilisées ces dernières semaines contre la guerre en Irak, à Rouen.

RED : Pourquoi est-il si important de se mobiliser contre la guerre en Irak ?

Claire, en classe de première : Parce que si on a la chance en France d'avoir le droit d'expression, il faut en profiter pour montrer son opposition contre une guerre injuste qui défend seulement l'intérêt d'une minorité qui utilise des prétextes mensongers, pour couvrir des raisons honteuses. Pour montrer que le peuple n'accepte pas la guerre et peut-être aussi pour faire stopper la guerre (car si plus de personnes se mobilisent, d'autres se mobiliseront...).

Jeanne, aussi en première : Parce qu'il faut trouver d'autres solutions que celles de la guerre. Parce qu'on ne sait pas ce qu'une guerre peut entraîner. Parce qu'un massacre de populations civiles ne peut être justifié !

RED : Qu'est-ce qui te semble important de faire pour élargir la mobilisation ?

Claire : Je pense qu'il faut informer les gens mais pas en leur tenant des discours abstraits, mais en leur fournissant des preuves de l'inhumanité de la guerre (articles de journaux, photos, témoignages). Je pense qu'il faut « choquer » les gens dans un certain sens pour qu'ils bougent. C'est important parce que les médias sont souvent trop superficiels.

Jeanne : Il faut organiser des réunions pour informer et pour faire prendre conscience de ce qu'est cette guerre. De manifester pour montrer que beaucoup de gens ne sont pas d'accord avec cette guerre et donc pour que les gens sans opinion s'en fassent une.

Sur quelle autre question que la guerre en Irak serais-tu prête à agir ?

Claire : Ce qui me révolte personnellement, ce sont les suppressions de postes de surveillants (alors que déjà, ils ne sont pas assez nombreux), la police (certains policiers évidemment) qui se conduit brutalement de manière injuste et donc qui profite de son pouvoir. Et enfin les catastrophes qui ne sont pas naturelles, comme celle de l'Erika... Et que TotalFina ne paye même pas ! Et que l'Erika est loin d'être l'un des derniers pétroliers à couler... Le pétrole, c'est un vrai fléau... J'oubliais : les handicapés qui n'ont toujours pas assez de droits...

Jeanne : Oulah!!! On va dire qu'il y a beaucoup de sujets qui donnent envie de se bouger pour qu'ils ne restent pas tels quels... Les suppressions de postes notamment des pions... Combattre les préjugés racistes...

La mobilisation anti-guerre lilloise

Depuis la « Crise Irakienne », doux euphémisme des mass médias pour qualifier le massacre organisé des populations du Moyen Orient, les mobilisations contre la guerre se sont développées un peu partout en France. L'agglomération lilloise se caractérisait, jusqu'il y a encore quelques mois, par l'absence d'un mouvement antiguerre d'envergure. Depuis environ six mois, les mobilisations n'ont cessé de croître pour atteindre leur paroxysme dans les manifestations qui ont

Meeting des JCR contre la guerre : Pour la paix mondiale, révolution sociale !

Nous étions une vingtaine de jeunes étudiants, lycéens et salariés, réunis samedi 29 mars après la manifestation contre la guerre en Irak et en Palestine, pour discuter de notre avenir dans un monde qui bascule dans une guerre sociale et militaire sans limite. Le débat a porté sur les conséquences du conflit en Irak et sur les alternatives sociales face à la barbarie capitaliste.

Des camarades MI-SE, en grève depuis plus de dix semaines contre la destruction du service public d'éducation, se demandaient quel autre monde nous voulons construire, quel exemple nous avons pour imaginer un autre fonctionnement social

et politique. Nous avons discuté alors des limites de Porto Alegre, du communisme et qu'aujourd'hui c'est aussi dans les luttes, les comités de grève que nous faisons l'expérience d'un fonctionnement où ce sont les salariés qui prennent en main leur avenir, décident et agissent dans le cadre d'une démocratie directe.

Une autre partie du débat a porté sur l'après-guerre, sur le nouveau colonialisme américain ou « onusien » pour exploiter les peuples pauvres, la solution ne pouvant venir que des peuples luttant pour la transformation révolutionnaire de la société.

Matthieu, Campbell, [Bordeaux]



suivi le déclenchement de la guerre à la mi-mars.

La (relative) réussite d'un tel mouvement est venue tout d'abord de la constitution d'un large front contre la guerre avec des syndicats, des associations et des forces politiques de presque toute la gauche (de la CNT au PS en passant par la LCR, les JCR, le PCF, les Verts...). Il faut préciser que dans l'impulsion de ce mouvement, on a pu retrouver les mêmes organisations et individus qui ont joué un rôle important dans la mobilisation pour le FSE de Florence et pour la mise en place d'un Forum social lillois.

En partant de quelques centaines de manifestants dans les premiers mois de mobilisation, la coalition a pu organiser la venue à Paris (pour la grande manif du 15 février) de près de 1200 personnes dans 17 bus unitaires, sans compter les bus de toute la région affrétés par les diverses organisations. Le soir des premiers bombardements, ce sont 3 000 personnes qui répondaient à l'appel et nous étions plus de 10 000 le samedi suivant.

D'ailleurs, d'autres villes nordistes se sont mises au diapason : c'est ainsi que plusieurs centaines de personnes qui se retrouvent régulièrement pour manifester dans les rues de Valenciennes, Dunkerque ou Cambrai, dans des mouvements unitaires souvent initiés par des camarades LCR ou JCR.

Et la jeunesse dans tout ça ?

Outre la participation de très nombreux lycéens et étudiants dans les manifestations unitaires, la « mondialisation » de la

mobilisation contre cette sale guerre a incité de nombreux jeunes à mener des actions de manière autonome. Le 5 mars, jour de mobilisation internationale de la jeunesse à l'appel des étudiants américains, une quarantaine de lycéens ont occupé symboliquement le centre de recrutement de l'armée de terre. Dans la foulée, un collectif de jeunes contre la guerre s'est formé avec la participation de camarades JCR, LCR, mais aussi de la FA. Ce collectif a réussi la mise en place d'une grève pour le 21 mars, avec une manifestation de plus de 500 lycéens et étudiants, qui ont défilé toute la journée devant des CRS usés!!!

Depuis, la mobilisation perdure mais des signes d'essoufflement du mouvement se font sentir à Lille comme ailleurs en France. Alors que la guerre, déjà lourde de conséquences pour les peuples d'Irak, est enclenchée depuis une vingtaine de jours, l'administration américaine la juge plus longue que prévue. Il est déjà loin le temps des « frappes chirurgicales » et de la « guerre propre » que les faucons US voulaient nous faire avaler.

C'est dans ce contexte d'horreur qu'il est impératif de relancer de toutes nos forces les mobilisations, pour que les armées d'occupation se retirent illico de l'Irak et du Moyen Orient. Ne laissons pas la logique fataliste s'installer et la résignation l'emporter. Samedi 12 avril, le mouvement doit être massif contre les velléités barbares des Va-t-en-guerre US et britanniques.

Vassili, [Lille]

Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main. Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Nouvelle section des JCR à Cherbourg

Cherbourg, à la pointe du Cotentin. Bientôt à la pointe des luttes de la jeunesse? On connaissait surtout cette ville pour son port, son arsenal et la lutte contre la répression syndicale, qui a frappé Alain Hébert, dirigeant de la section CGT de l'Arsenal. Mais le dynamisme de la toute jeune section de la LCR a attiré de nombreux lycéens. Et a conduit à la construction d'une section JCR. Courant février, une conférence de presse était organisée pour annoncer officiellement la création de la section. Les journaux locaux en ont largement fait écho. Les JCR se sont immédiatement investis dans le mouvement contre la guerre en Irak. Le 20 mars, ils participaient au débrayage des lycées et ont été depuis de toutes les manifestations en solidarité avec le peuple irakien. Et le 29 mars, grâce à leur activité, plus d'une vingtaine de jeunes assistaient au débat avec Alain Krivine et Achien, du bureau national, à l'occasion de l'inauguration du local JCR/LCR de Cherbourg.

web: <http://lcr-cherbourg.org>

Sommaire

2 Actualité

Hexagone

- 4 La guerre sociale en France
Décentralisation et ECTS/LMD
Retraites
Répression, charter
- 5 Les flics sont chez eux dans nos lycées!
Lycées privés
- 6 Pizza Hut en lutte
Pas de patrons dans les lycées
Le FN en embuscade
MI-SE : le rêve de Ferry-Darcos

Dossier guerre

- 7 L'émergence de la crise irakienne
« L'axe de la paix »
- 8 L'impérialisme français
- 9 Mobilisation dans les pays arabes
Dehors les troupes anglo-américaines
Mouvement aux Etats-Unis
Les illusions d'Attac

Formation

- 10 Guerre et révolution

Kultur

- 11 Lectures
Rencontres internationales de jeunes

Voilà un RED remanié, un RED nouvelle formule ! Le changement de format et de maquette doit permettre au journal des JCR-Red d'être plus lisible, plus accessible et plus proche des jeunes, de nos préoccupations et nos luttes. Les médias et nos dirigeants sont très forts pour parler des jeunes... à la place des jeunes !!! Et savoir évidemment ce qui serait le mieux pour eux...

RED doit être un espace d'expression de toutes les révoltes que le système actuel engendre. Pour leur donner une expression politique et avancer nos propositions. Un autre monde est possible ! RED doit être un lieu d'expression, de discussion et d'information sur toutes les mobilisations qui ont lieu aujourd'hui en France mais aussi partout ailleurs dans le monde. Nos luttes n'ont pas de frontière !

Nous pensons au contraire qu'il n'y a rien à attendre de ceux qui veulent diriger cette société basée sur l'exploitation. Nous n'attendons personne pour changer la société à notre place. Cela ne se fera pas en un jour, mais il s'agit d'accumuler les expériences de luttes, de résistances, pour mieux préparer les prochaines mobilisations !

A sa façon RED veut être un moyen de compréhension du monde, de la société, et aussi un outil pour lutter : comment mobiliser contre la guerre ? Comment s'organiser sur son lycée ? Quels sont les droits des jeunes travailleurs, victimes de la précarité ? Quelles sont les prochaines attaques du gouvernement contre les jeunes ? Ce sont toutes ces questions, et bien d'autres que nous allons essayer de répondre dans les prochains numéros. Cette nouvelle formule comporte encore beaucoup d'imperfections, et d'améliorations possibles. Nous comptons sur vous pour que nous puissions l'améliorer ensemble !

Retrouvez dans votre journal préféré toute l'actualité, la rubrique Hexagone, les nouvelles du Monde, notre dossier du mois, les articles Kultur, la page formation, et encore plein d'autres infos...

Partout, des comités contre la guerre !

On le disait depuis le début et ça se confirme de plus en plus : le mouvement contre la guerre va être un mouvement sur la durée. Déjà, une victoire du mouvement a été de peser sur le développement de la guerre. Par exemple, l'ensemble des experts militaires expliquait que si la coalition n'a pas bombardé massivement l'Irak au cours des 48 premières heures comme c'était prévu au départ, c'est parce que le coût politique en aurait été trop élevé vis à vis des opinions publiques. Ce qui explique en partie l'enlèvement des troupes de la coalition (pendant la 1^{ère} Guerre du Golfe, les Américains avaient bombardé le pays pendant 6 semaines avant d'envoyer des troupes terrestres). Les revendications du retrait de toutes les troupes d'Irak, de la levée de l'embargo, de l'autodétermination des peuples d'Irak et de la justice en Palestine sont des objectifs que le mouvement contre la guerre peut atteindre. Mais ce sera une longue bataille, d'où la nécessité d'ancrer le mouvement sur notre lieu d'étude, de travail ou de vie. Et pour ancrer le mouvement, il existe un véritable outil : les collectifs Agir Contre la Guerre. Parce que ce sont des collectifs qui regroupent des organisations politiques, syndicales ou associatives mais aussi des individus non organisés, ils représentent une véritable arme pour construire le mouvement sur la durée, en organisant toutes les personnes qui veulent se bouger contre la guerre sur une fac, un lycée, un quartier ou une entreprise.

Et quand Bush parle de guerre « sans limite », il faut le prendre au sérieux. En effet, la guerre est le mode de domination de l'époque. Il y a déjà les Philippines, la Géorgie, la Colombie, le Yémen, ainsi que les Français dans leur pré-colonial africain. L'Irak et la Corée du Nord risquent d'être les prochains sur la liste. Face à cette logique de « guerre sans limite », nous devons répondre « mobilisation sans limite » et donc, nous devons nous organiser en collectifs pour être le plus efficace possible

et pour nous coordonner. Aujourd'hui, au niveau parisien, il existe une coordination des collectifs Agir Contre la Guerre, ainsi qu'un début de coordination nationale ; et début mai, ACG prévoit une conférence nationale afin de réussir à coordonner tous les collectifs existant en France, car c'est en

s'organisant qu'on pourra la stopper cette guerre !

Laure, [Nanterre]



Les prochaines batailles politiques pour le mouvement

Le mouvement contre la guerre est très large et il est donc normal qu'il existe des débats en son sein. Mais comme c'est un mouvement qui s'attaque à un élément déterminant de la politique des puissants, il est l'objet de pressions et d'attaques. Pour ne pas se laisser détourner de ses objectifs, il lui faut résoudre certaines questions essentielles. Cela passera par des batailles politiques au sein même du mouvement.

Reconstruire l'Irak ?

En fait la bataille a déjà commencé entre ceux qui pensent que le problème actuel est celui de la « reconstruction » de l'Irak et que c'est l'ONU qui doit s'en charger, et ceux qui expliquent qu'il faut stopper les bombardements, l'embargo et obtenir le retrait immédiat des troupes. Ce qui est clair, c'est que l'Irak était un pays dévasté, même avant l'attaque. L'UNESCO a récemment publié une enquête qui montrait par exemple que l'Irak était un des pays du monde où la mortalité infantile était la plus élevée. Les autoroutes, les hôpitaux sont dans un état déplorable. Qui est responsable ? Les gouvernements des puissances impérialistes, qui ont décidé, au sein de l'ONU, d'un embargo génocidaire et qui ont mené la première guerre du Golfe, avec l'aval de l'ONU. Va-t-on laisser les respon-

sables de ces massacres, qui ont soutenu Saddam pendant des années, s'occuper du sort du peuple irakien ? L'ONU n'est pas un instrument de paix, c'est un moyen pour les puissances comme la France d'arracher une part du marché de la reconstruction. Nous ne sommes pas pour une guerre « la plus courte possible » qui permettra à Bouygues de faire d'énormes profits en construisant des bâtiments sur les cadavres irakiens. Ceux qui doivent reconstruire l'Irak, c'est le peuple irakien, ce sont les travailleurs irakiens et personne d'autre. Mais pour pouvoir le faire, il faut stopper l'agression dont ils sont victimes et virer les occupants.

Tous des antisémites ?

Selon un grand nombre de commentateurs, le lien entre la solidarité avec le peuple irakien et le soutien de la lutte des Palestiniens serait un « amalgame ». Il s'agit d'une véritable tentative d'élimination de ce mouvement à l'heure où il reprend de la force. Prenant prétexte d'incidents antisémites ayant eu lieu aux marges d'une manifestation, on essaie de faire passer une grande partie des manifestants pour des anti-juifs, qui profiteraient des manifs contre la guerre en Irak pour répandre leur haine antisémite. Mais c'est ne pas voir que ce mouvement tend à être un mouvement

de solidarité avec l'ensemble des peuples opprimés. Beaucoup de participants comprennent, notamment au sein des comités ACG, que les dictateurs du monde entier veulent profiter du contexte de guerre pour d'autant mieux massacrer d'autres populations : Sharon veut régler leur compte aux Palestiniens, Poutine veut mater les Tchétchènes. D'autre part, la meilleure manière de combattre toutes les formes de racisme, y compris l'antisémitisme, au sein du mouvement, c'est de montrer que des personnes de toutes origines, confessions y participent et qu'il ne sert à rien de se diviser face à l'ennemi commun. Mais si le combat pour la Palestine est si important dans le cadre du mouvement antiguerre, c'est surtout parce que l'Etat d'Israël est la pièce maîtresse des impérialistes pour faire régner l'ordre dans la région. Si Bush s'évertue à produire une autre « feuille de route » pour le Moyen-Orient, c'est qu'il est vital pour ses intérêts dans la région de contenir l'aspiration à la liberté du peuple palestinien. Adopter le mot d'ordre « Justice en Palestine » n'est pas une manière d'afficher un soutien déplacé à une population opprimée parmi d'autres, c'est utile pour la mobilisation contre la guerre en Irak, c'est utile pour la remise en cause de l'impérialisme dans cette région stratégique.

Creuser le sillon

Un des points cruciaux de désaccord dans le mouvement, c'est la question de sa structuration. Nous pensons que ceux qui sont le mieux placés pour décider de comment mener la lutte sont ceux qui y participent. C'est pour cela que les collectifs qui accueillent aussi bien les organisations que les individus qui veulent se battre contre la guerre sont le meilleur outil dans cette lutte. Il serait illogique et peu démocratique que seules les organisations décident du cours du mouvement. Les organisations ont un rôle indispensable, en apportant leurs ressources et leur savoir-faire, mais la lutte doit être pleinement auto-organisée, c'est-à-dire contrôlée par tous ceux qui la mènent. C'est aussi la meilleure manière de construire un mouvement qui dure, en permettant à tous ceux qui le souhaitent d'agir à la base, sur leur lieu de vie, de travail ou d'étude. Il faut continuer à construire ces collectifs, c'est l'avenir du mouvement qui en dépend.

Xavier, [Nanterre]



en bref

La guerre sociale du gouvernement CRS

Menace sur le droit à l'avortement

Dans un projet de loi sur la violence routière adopté le 20 mars, le gouvernement CRS créé un délit d'interruption de grossesse sans le consentement de l'intéressée, par imprudence, en affichant de protéger la femme enceinte. Or l'interruption de la grossesse sans le consentement de l'intéressée est déjà condamnée par la loi... Il s'agit en fait par le biais du projet de loi contre la violence routière de sanctionner « la mort d'un fœtus » en lui donnant insidieusement le statut juridique de « personne ». Donner à l'embryon ou au fœtus le statut juridique de « personne » est un acte juridique et politique qui, demain, remettra en question le droit à l'avortement. Les députés antiavortement cherchent par tous les moyens à faire reconnaître l'embryon comme « personne », ce qui lui confèrera des droits juridiques venant s'opposer à l'IVG. Si l'embryon devient une personne, l'avortement sera interdit.

Centres fermés : le tout répressif réactionnaire et sexiste !

Le premier centre fermé pour jeunes filles (ou prison pour jeune) vient d'ouvrir. Le projet « éducatif » du centre est un concentré de présupposés machistes : les jeunes filles devront « s'identifier positivement à des rôles féminins » à travers des cours de chant, de coiffure ou de composition florale. Elles devront « avoir une sexualité saine » (?), elle seront privées de tout contact avec leur famille et n'auront pas le droit d'écouter de la musique. Il était aussi prévu de rendre obligatoires un test de grossesse et un examen gynécologique à l'entrée. Ce point a été abandonné face à la mobilisation des professionnels de l'éducation qui ont aussi obtenu qu'il puisse y avoir des contacts avec la famille pendant les premiers mois. Le projet « éducatif » proposé reste tout de même totalement inacceptable et la mobilisation continue, contre ce projet sexiste et contre l'arsenal répressif mis en place contre les plus jeunes.

Les raffarinades sont de plus en plus belles en ce moment, sous prétexte d'une guerre impérialiste de grande envergure, le gouvernement commence à mettre en œuvre sa politique de rigueur. On donne de l'argent aux patrons par la baisse des charges, on donne de l'argent à la bourgeoisie en baissant leurs impôts et en leur promettant de supprimer l'ISF. Par contre, pour les salariés, c'est une augmentation du chômage, des licenciements collectifs en masse, un avenir incertain où le gouvernement va leur demander de travailler encore plus longtemps.



Retraites Toujours plus pour les patrons !

Le projet du gouvernement est simple : un allongement de la durée de cotisation du secteur public de 37,5 à 40 ans afin de déblayer le terrain pour une nouvelle offensive contre l'ensemble des salariés vers les 42 annuités ou plus. Et oui, le gouvernement et le MEDEF avancent main dans la main : il s'agit de nous faire travailler plus longtemps tout en nous accordant une retraite plus faible et favoriser ainsi, pour ceux qui en auraient les moyens, la mise en place de fonds de pension ou autre épargne salariale : de quoi assurer aux banques et assurances de mettre la main sur des centaines de milliards d'euros. Le but est clair : réduire la part des richesses consacrées aux salaires (depuis 30 ans déjà 10% des salaires sont passés de la poche des salariés à celle des patrons dans la répartition du PIB) afin de mieux rémunérer les actionnaires, et de capter une partie des sommes qui sont aujourd'hui redistribuées dans le cadre du système de répartition. Dans les semaines à venir, nous allons faire face à la plus importante tentative de régression sociale portée depuis 1993 (les lois Balladurs qui ont imposé aux salariés du privé le passage à 40 annuités de cotisation). Même si les directions syndicales ont pratiqué depuis plusieurs mois une logique de co-gestion, les salariés entendent bien défendre leur régime de retraite et sont descendus à plus de 600 000 dans les rues le 3 avril avec des grèves fortement suivies. Ce n'est que par la lutte que nous pouvons

La récession économique qui s'engage n'est pas due à un président américain dénué d'intelligence. La multiplication des licenciements, une casse des services publics poursuivis : la violence sociale s'accroît à l'encontre des salariés. Pour la jeunesse, il n'y a plus d'incertitude. Le gouvernement a fait passer ses politiques sécuritaires, et du point de vue de travail, les jeunes se retrouvent dans des situations d'extrême précarité. Les couleuvres du gouvernement sont la mise en place de la décentralisation qui va avoir de multiples répercussions sur les universités, les lycées. La réforme du régime des retraites façonnée par les amis du Medef va avoir graves conséquences sur les jeunes. Rester au boulot jusqu'à 70 est peut être un but du camarade Mer et consorts, il est sûr que pour eux, partir en retraite n'est pas un problème. Le gouvernement va continuer les priva-

tisations des services publics, soutenu dans ce sens activement par l'Union Européenne et ses 20 commissaires. Face à une politique destructrice des acquis sociaux menées par la bourgeoisie, les salariés ne sont pas dupes. La multiplication des mobilisations sociales montrent une prise de conscience de ces attaques. Dans l'Education nationale, des grèves reconduites ont été voté un peu partout en

France, les militants syndicaux n'hésitent plus à reparler des grèves de 1995. Raffarin continue les 20 ans de politiques anti sociales, il est tant d'y mettre fin.

Max, [Orléans]

Décentralisation, Ects/LMD Contre la mise en concurrence des jeunes

On parle beaucoup de décentralisation et de régionalisation dans les couloirs des ministères et au Sénat ces derniers temps. Surtout depuis que le mot de décentralisation a été inscrit dans l'article premier de la Constitution le 26 mars dernier. La décentralisation c'est laisser une plus grande autonomie aux régions aux niveaux financier, politique et de la justice. L'argument invoqué par nos gouvernants est de dire que l'Etat centralisé à Paris est loin de « la France d'en bas ». Ainsi, en décentralisant, on rapproche les élus des électeurs. Ce qu'ils oublient de dire, c'est qu'il existe des régions riches et des régions pauvres. Or, que la région soit riche ou pauvre, la même somme d'argent lui sera allouée par l'Etat. Les régions riches pourront compter sur leurs fonds propres pour subvenir aux besoins de leurs habitants, tandis que les régions pauvres devront se serrer la ceinture...

Dans cette optique, Luc Ferry se sert de la réforme ECTS/LMD pour effectuer la « décentralisation fonctionnelle, c'est à dire l'autonomie des Universités » (Allocution de clôture de Luc Ferry au Colloque annuel de la CPU à Poitiers, le 21 mars 2003). En effet les ECTS laissent toute la responsabilité aux établissements pour définir l'organisation et le contenu des diplômes. Plus aucune règle ne sera la même au niveau national. Luc Ferry veut créer la concurrence entre les universités, pour la plus grand plaisir de leurs présidents. Mais ce qui se met en place c'est la fin de l'égalité des étudiant-e-s sur tout le territoire. Il ne faut pas laisser faire Ferry et ses sbires de la Conférence des présidents d'universités (CPU) ! A nous de créer un véritable rapport de force pour casser le cou à la réforme ECTS. Battons-nous pour le retrait immédiat et inconditionnelle de cette réforme !

Raphaël, [Jussieu]

Répression, charter, le gouvernement accélère !

Alors que les bombes tombent sur l'Irak, le gouvernement français continue sa mise en scène laborieuse dans le petit théâtre de l'ONU. Les « amis » des peuples du monde semblent avoir nettement moins de remords envers leur propre population. L'insécurité, qui a fait le bonheur de la droite et de l'extrême droite en mai dernier, reste la priorité du gouvernement CRS. Les lois racistes de Pasqua, Debré et Chevènement ont de beaux jours devant elles et Sarkozy ne manquera pas d'ajouter son nom à cette liste. En effet, aujourd'hui, que ce soit les sans-papiers, les prostituées, les jeunes de banlieues ou encore les sans-abris, tous sont traqués et harcelés aussi bien par les flics que par la loi. Tandis que l'éducation est délaissée, la répression est plus grande chaque jour. Ils ferment des écoles et construisent des prisons et autres centres fermés, ils suppriment les surveillants et recrutent des flics et des gardiens de prison. Ils jouent aux « humanistes » et renvoient par charters des sans-papiers, dans des conditions plus que contestables. Le tout sous couvert de la

lutte anti-terroriste avec un plan Vigipirate renforcé. Ils veulent nettoyer les trottoirs de tout ce qui est pauvre et qui « souille » leur pays. Du coup, les cow-boys de la police réapparaissent en force et les bavures se multiplient. En hausse depuis 5 ans, elles connaissent depuis le début de l'année une croissance accélérée avec les assassinats de 2 jeunes, dont les auteurs en uniforme ont à peine été sanctionnés, une recrudescence des violences policières et des contrôles au faciès. On notera également les perquisitions dans des collèges et lycées, où des flics armés terrorisent les élèves pour 10g de cannabis. La dérive sécuritaire est totale et de plus en plus injuste. La loi des riches vaut plus que la justice et rappelons à M. Sarkozy que le premier responsable de l'insécurité sociale et premier criminel de France est, en ce moment, à l'Élysée...

Correspondant Brest

30 ans après Mai 68,

les flics sont chez eux dans nos lycées !

Lundi 13 janvier 2003, pour nous souhaiter la bonne année, notre sympathique proviseur nous envoyait les flics pour, soit-disant, lutter contre la toxicomanie. Je vais vous raconter, c'était marrant ! 8 h 30, on s'ennuie en cour comme d'habitude (c'est Ferry qui le dit !). Soudain, la porte s'ouvre brutalement, un douanier et un policier rentrent et nous expliquent courtoisement qu'il ne faut pas bouger, mettre nos mains sur les tables et nos sacs dans les allées pour laisser le chien les inspecter. Le proviseur adjoint est resté dans le couloir, cela doit lui donner bonne conscience de laisser faire le sale boulot. Les douaniers, accompagnés par la police sur ordre du procureur général, lâchent leur chien sur nos sacs, insistant bien sur ceux des élèves près des radiateurs. C'est à dire, ceux qui ont des vêtements trop larges, des chemises trop bariolées ou la peau trop colorée : bref des coupables. Ensuite, ils ne leur restent plus qu'à trouver le motif de leur culpabilité : comme la pauvre bête

ne trouve rien, les douaniers en font sortir quelques-uns, devant leurs camarades, et leur font les poches dans le couloir. De plus, les classes ont été sélectionnées, on sait bien que les filières technologiques sont des nids de dealers. Résultat de l'opération : deux saisies de cannabis dont une de 0,3g... Evidemment, la police n'a pas eu l'audace de fouiller la salle des profs, sachant qu'ils en auraient trouvé aussi...

Vous allez me dire, c'est normal avec toute cette violence et cette insécurité dont Jean Pierre Pernaud nous rebattait les oreilles jusqu'au 21 avril... Sauf que nous sommes à Mont de Marsan, préfecture des Landes aux 35000 habitants, parmi les régions les moins urbanisées...

De toute façon, il est inadmissible que la police puisse sur demande de l'administration du lycée, venir nous fouiller comme des délinquants. La dernière fois que l'on a assisté à cela c'était en 1940 pour arrêter les petits juifs. La violence qui se généralise chez certains jeunes, n'est

qu'un symptôme de la véritable insécurité : l'insécurité sociale et la délinquance patronale.

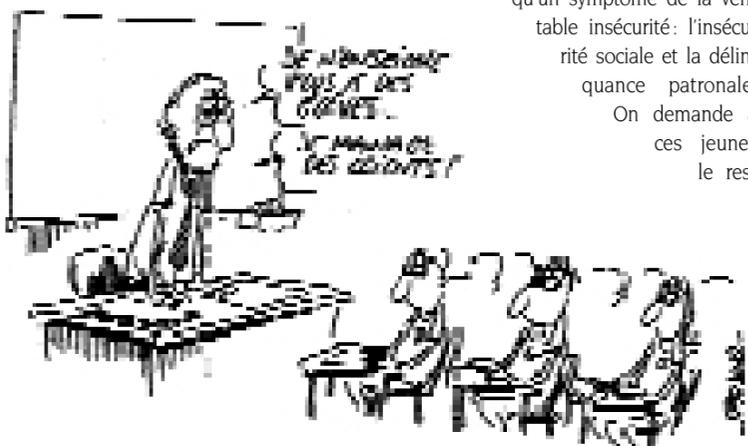
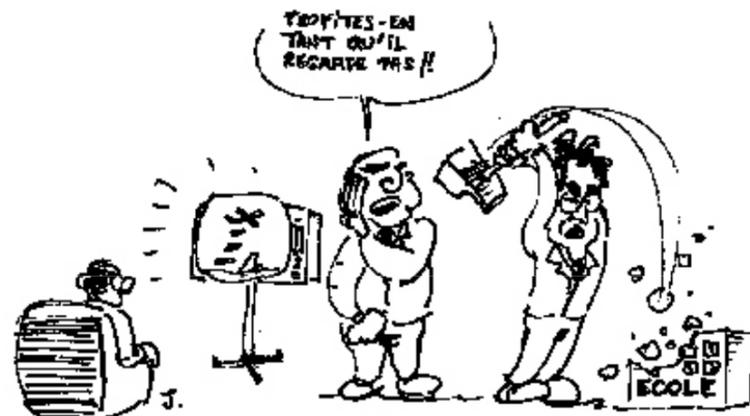
On demande à ces jeunes le res-

pect, alors qu'on ne le leur accorde pas : chômage, racisme, échec scolaire, marginalisation... [...]

L'insécurité dont sont victimes les populations les plus défavorisées, les dirigeants n'en ont rien à faire.

Les grillages, les portes blindées et la vidéo-surveillance ont fait exploser la délinquance dans certains lycées. La drogue, c'est un prétexte pour frapper un grand coup de poing sur la table et affirmer leur autorité. Ce qu'ils veulent ? Une société qui marche au pas, une société individualiste où les relations sociales laissent la place aux rapports de force égoïstes, une société qui repose sur la suspicion et la peur pour sauver le profit capitaliste.

Depuis Mai 68, et 30 ans de droite réac, de gauche sociale-libérale, de soumission des syndicats au patronat, de trahison de la classe ouvrière par ceux qui disaient



Le lycée privé : une éducation en autarcie

Réponse à l'article «Le lycée saoule, mais pourquoi?»

Les lycées, et surtout les lycéens, intéressent beaucoup en ce moment notre ministre de l'éducation nationale, Luc Ferry. La raison de cet intérêt : l'ennui des élèves face aux cours qui leur sont proposés. Une fois que l'on a proposé des explications diverses comme le manque d'échanges entre les élèves et les professeurs ou la pression parentale et la démotivation, on peut mettre en question l'établissement scolaire lui-même. Car la norme nous pousse à faire des comparaisons entre les lycées publics, mais on oublie souvent qu'il existe de nombreux lycées privés. Intéressons-nous aux établissements catholiques : Le lycée privé catholique porte habituellement le nom d'un saint suivi du suffixe légal «lié à l'Etat par contrat». Nous pouvons nous éloigner des «légendes» sur le privé qui mettent en avant un enseignement de qualité et un environnement protégé car les établissements publics le propose également et parfois encore mieux. Ce qu'il faut savoir sur l'éducation catholique, c'est qu'elle n'est pas régie par l'Etat lui-même mais par un diocèse, qui est une subdivision territoriale placée sous l'autorité d'un évêque. A partir de là et de

façon indépendante, chaque établissement constitue un «projet pastoral» qui est une sorte de «fil rouge» religieux auquel les élèves doivent participer s'il le souhaite (ou pas selon les lycées). Un exemple de projet pourrait être «découvrir nos différences»; toujours quelque chose de vague et mis en rapport direct avec un épisode biblique par ceux qui le décident. Le catéchisme est une matière à part entière dans les classes du primaire et devient - parfois - facultatif au cours du secondaire sous le beau nom «d'aumônerie».

Au lycée, période où naissent les engagements politiques, se révèlent certaines natures d'élèves : entre 60% et 80% de royalistes et de sympathisants d'extrême-droite car la composition de ces établissements est en majorité de familles religieuses pratiquantes ou non et de familles de militaires, le tout avec d'assez hauts revenus. Les élèves n'ont aucun accès aux différents organismes lycéens nationaux comme les syndicats ou les associations. En revanche, fleurissent sur les murs des affiches «clandestines» de militants anti-IVG, pro-Lepen ou encore les innombrables autocol-

lants «Vive le roi». Les professeurs ne participent pas, ou très peu, au mouvements de grève car les syndicats comme la C. F. T. C. (auquel la majorité des profs du privé appartient) ne donnent pas de consignes en la matière. En résumé, la vie lycéenne du privé se fait en totale autarcie, avec par ce moyen le but à peine voilé de préserver un certain ordre, et les élèves qui, comme moi, sont ouvertement à gauche, ont fort à endurer avec les hordes de «fachos» tant chez les professeurs que chez les autres élèves... Je voudrais dire à tous ceux qui, comme moi, étudient dans ces lycées car leur parents en ont fait le choix (de ne pas céder et partir, comme beaucoup de «rouges» l'ont fait mon bahut, mais de se battre, de faire entendre leur voix, et d'apporter un souffle révolutionnaire à l'intérieur de ces murs en faisant par exemple, de l'affichage pour un parti, un syndicat ou une association lycéenne nationale. Hasta la victoria siempre...

Nicolas, [Toulon]

la défendre, la jeunesse est démobilisée et institutionnalisée, nous sommes d'une génération obéissante et conformiste (heureusement il reste quelques éléments subversifs). J'ai donc lancé avec quelques autres une pétition pour protester, j'ai rencontré deux obstacles majeurs :

- La «démocratie lycéenne» qui nécessite une autorisation du proviseur pour s'exprimer, qui arrache mes affiches «illégal» et qui au nom de la laïcité interdit toute réunion ou tracts politiques.

- Tous ces élèves qui n'ont rien à faire de voir les flics les fouiller parce qu'ils ne fument pas (moi non plus!), parce qu'ils n'ont rien à se reprocher (moi non plus!), parce que l'école est publique (pas mon sac!). Ne parlons pas de tous ces militants associatifs lycéens qui ont refusé de «s'allier au communiste» (Vade retro Satanas!), ayant trop peur de désobéir à leurs parents et au proviseur. Mais je leur fais confiance pour faire la morale aux lycéens sur les droits de l'homme, le respect mutuel...

Malgré cela, nous avons recueilli 93 signatures dont celles de deux professeurs.

Parmi ceux qui ont fait circuler la pétition, nous sommes allés à quatre présenter nos revendications au proviseur, c'est à dire notre refus de l'application des lois Sarkozy (fouilles policières, amendes aux parents d'élèves absents, plaintes du lycée pour insulte à un prof). Tout sourire, le proviseur nous a accueillis, content de «constater que nous nous exprimions démocratiquement». Mais le pauvre n'y était pour rien : en tant que représentant de l'Etat, il avait été obligé d'obéir au procureur alors qu'il n'avait rien demandé. De plus, il était d'accord avec tous les arguments que j'ai pu développer pour démontrer l'inutilité de la police face à la banalisation du cannabis et sa dangerosité pour la démocratie, remarquant parfois que «chacun pouvait avoir son avis sur la question». J'en conclus donc que nous sommes dirigés par un pauvre type à la limite de la débilité ou par un réactionnaire bien malin qui a tout fait pour éviter le conflit avec les lycéens, se posant en victime, n'hésitant pas à mentir sur sa responsabilité, à grand renfort de sourires. Malgré tout, les élèves n'ont pas été dupes de son discours et le proviseur sait maintenant que les lycéens sauront à l'avenir s'organiser démocratiquement pour protester et contester ses décisions autoritaires. Même modeste et limité dans le temps, nous avons réussi à créer un mouvement lycéen indépendant qui risque de s'étendre aux autres lycées de la ville, eux aussi victimes de la police.

Benoît, [Mont de Marsan]

en bref

Sarko fait des émules en Angleterre

Dans un livre blanc intitulé «Reconquérir notre communauté», le ministère de l'Intérieur anglais a dressé un vaste plan de lutte contre les comportements «anti-sociaux». Parmi les maux à combattre figurent l'alcoolisme, la délinquance des jeunes, l'usage de drogue et l'aumône «lié à la drogue». Compte tenu du faible taux de chômage et des aides sociales, «personne n'a besoin dans notre pays de mendier, lit-on dans ce rapport de 65 pages. La majorité des personnes qui s'adonnent à cette activité le fait pour satisfaire des besoins liés à la drogue. Leur donner de l'argent dans la rue ne les aide nullement à surmonter leurs problèmes. Les mendiants sont également susceptibles d'être impliqués dans des crimes encore plus sérieux». Bref, s'il y a des pauvres, c'est parce qu'ils aiment ça ! Et dire que ceux qui écrivent ce genre de choses sont payés plusieurs milliers d'euros !!!

Les CRS ont envahi le lycée Saint-Sernin !

Mercredi 12 mars à midi une centaine de surveillants en grève sont entrés dans notre lycée pour sensibiliser les lycéens à la lutte qu'ils mènent depuis plusieurs mois pour le maintien de leurs emplois. Certes, ils n'avaient pas demandé l'autorisation de tracter et de manifester dans l'enceinte du lycée mais tout le monde a pu constater qu'ils étaient pacifistes. En accord avec le rectorat, M. Jost, proviseur de notre lycée a décidé d'employer la force pour évacuer ces surveillants venus défendre leur avenir et la défense d'un véritable service public d'éducation. Devant le bâtiment de la vie scolaire, une quarantaine de CRS en possession de tout leur matériel, bombes lacrymogènes, matraques paraboliques, Flash Ball, armes de poing a violemment expulsé (insultes, intimidations, bousculades) les surveillants auxquels s'étaient solidairement rajoutés de nombreux élèves de Saint Sernin. Contre le gouvernement CRS, c'est tous ensemble, lycéens, enseignants, surveillants, qu'il faut se mobiliser !

Pas de patrons dans les lycées !

Indécence

Un million. C'est le nombre d'enfants pauvres en France, selon l'Insee. Ils vivent dans des ménages disposant de moins de 552 euros par mois et par personne. 8% des moins de 18 ans vivent sous le seuil de pauvreté. Fainéants, malpolis, sauvages ? Non. Juste des parents qui, dans 50% des cas, n'ont pas de boulot. Juste des parents qui ne sont pas beaucoup allés à l'école. Et souvent (25%), des enfants d'immigrés enfermés dans des ghettos. Dis, Sarko, tu vas encore longtemps te foutre de notre gueule avec tes délinquants et tes flash-balls ?

Sois jeune et reste enfermé

Le Pen en a rêvé, Sarko le fait. On avait déjà la loi sur la sécurité quotidienne et la réactivation du plan Vigipirate. On a eu ensuite la loi sur la sécurité intérieure et le plan médias du ministre de l'Intérieur du gouvernement Raffarin. Un chapelet de lois sécuritaires et anti-sociales sans fin. Maintenant, ça y est, les premiers centres éducatifs fermés ont ouvert leurs portes au mois de mars ! Mesure phare de la campagne de Chirac et de la politique de super Sarko en matière de délinquance juvénile, ces fameux CER sont le *revival* des maisons de correction. On pourra y aller dès l'âge de treize ans. Et en plus, il paraît que c'est une chance... Sinon, on va en prison. Mais ce n'est qu'une première étape ! Le gouvernement veut ouvrir, dès 2006, de véritables prisons pour mineurs, telles qu'elles existent déjà en Italie, en Grande-Bretagne ou en Espagne... Si l'Europe des peuples et des droits sociaux est loin d'être une réalité, celle des flics et des taules a un grand avenir.

La prison, encore et toujours la prison

A force de vouloir enfermer tout le monde, le gouvernement CRS est obligé d'embaucher. Il mène en ce moment une grande campagne de recrutement de personnels pénitentiaires. Intitulée « la prison change, changez-la avec nous », elle nous montre combien il est chouette de bosser pour Perben et Sarkozy. Le message du gouvernement est clair : jeunes, ils ne vous reste qu'un seul avenir, la prison ! Mais vous pouvez encore choisir de quel côté des barreaux vous voulez être !

Lorsqu'en Août 2001, le gouvernement de gauche plurielle promulguait la Loi Organique relative à la Loi de Finance (LOLF), personne n'eut conscience de conséquences qu'elle impliquerait. L'année prochaine, l'académie de Bordeaux désignée comme académie pilote est censée l'expérimenter sur 12 lycées. Cette loi, qui s'inscrit pleinement dans la logique de décentralisation, prévoit que le conseil d'administration d'un établissement soit présidé par une personnalité extérieure à l'Education nationale (élu, chef d'entreprise, membre des chambres de commerce et d'industrie etc.). Dorénavant, le projet d'établissement prévoit une enveloppe budgétaire qui ne distinguera plus les besoins matériels et les besoins en personnel. Ainsi, un lycée qui voudrait davantage d'argent pour ses photocopies pourrait supprimer un poste de TOSS ou d'enseignant. Ces projets d'établissement (et donc leur enveloppe budgétaire) ont une durée de vie limitée en fonction des besoins des entrepreneurs locaux. Cette expérimentation prend tout son sens avec

les nouvelles modalités d'application de la répartition des enseignements et des formations technologiques et professionnelles selon les besoins locaux. Ainsi, à Pau, ville touristique, les propositions de formation dans ce domaine seront acceptées mais les autres formations permettant de trouver un emploi ailleurs en France devront être suivies... ailleurs !! On démantèle ainsi le cadre national de l'éducation en adaptant la formation initiale aux seuls besoins du patronat local.

Ces attaques, aujourd'hui ciblées sur l'Aquitaine, mais demain sur tout le pays ont pour but de briser le cadre national de l'Education qui assurait à tous les élèves un équitable accès aux formations, et dans un sens plus général de casser l'école publique. Dans son rapport du 20 mars 2003, le Conseil d'Etat propose une privatisation de l'emploi public : « Quels sont les fonctionnaires concernés ? Tous ceux qui n'exercent pas les fonctions régaliennes de l'Etat, c'est à dire tous sauf les militaires, les magistrats, les forces de police, les agents de l'adminis-

Un an après...

Le FN en embuscade

Le 12^{ème} congrès du Front National se tiendra à Nice, du 19 au 21 avril. Pour le 30^{ème} anniversaire du parti, le moment est bien choisi...

Un an après l'accession de Le Pen au deuxième tour des élections présidentielles, tout le monde se souvient des manifs monstres dans toutes les villes, regroupant des milliers de personnes refusant les idées nauséabondes de Le Pen et ses sbires.

Un an après, où en est-on ?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est la guéguerre des chefs à facholand. Il faut préparer la succession de papa Jean-Marie. Fille est bien placée, et cherche à donner une nouvelle image : un F-Haine plus propre, façon dents blanches, sans déclarations fracassantes. Mais les vieux briscards, tel Gollnich, qui se voyaient déjà bien placés, ne le voient pas de cet oeil de verre.

Le congrès du parti d'extrême droite risque d'être plus que mouvementé et la bagarre pour les bonnes places à la tête du parti sera âpre. Un bel exemple du programme du Front national : pouvoir, racisme et réaction, désamour, gloire et crânes rasés.

Un parti au sommet de sa forme...

Ce congrès sera aussi l'occasion pour le F-haine de préparer les prochaines élections, et notamment les régionales.



Pizza Hut, en lutte!!

Le mouvement de grève du Pizza Hut de Bonne Nouvelle (Paris) vient de se solder par une victoire partielle, après 29 jours d'arrêts de travail. Les salariés ont obtenu la réintégration d'un salarié licencié, le remboursement des taxis mais pas le 13^{ème} mois ou l'augmentation des salaires. Pour tous ces jeunes précaires, c'était le premier mouvement contre la direction, et malgré les pressions subies par la hiérarchie, ils ont tenu le coup. Des liens se sont créés avec les salariés de Mc Do dont beaucoup sont syndiqués (CGT) et ont déjà connu des mouvements l'année

dernière. La coordination entre deux restaurants a permis aux salariés de pizza Hut de renforcer la lutte. Depuis deux ans, les grèves se multiplient chez les précaires (Fnac, Mc Do, Pizza Hut). Leurs revendications portent en général sur leur conditions de travail et la répression syndicale. Aujourd'hui, plusieurs Mc Do sont en grève (Strasbourg St Denis à Paris, Joinville...). C'est un véritable espoir pour tous les jeunes qui n'ont comme débouchés professionnels que des CDD ou le travail par interim.

Francine, [94]

tration pénitentiaire »

Depuis le 18 mars les enseignants des écoles, collèges et lycées de Pau sont en grève reconductibles. Les lycéens sont descendu dans les rues à plus de 1500. La mobilisation doit se généraliser, non seulement à toute l'Education Nationale mais aussi l'élargir à toutes les catégories car c'est

ensemble, par la grève générale, que nous pourrions empêcher l'application de toutes ces réformes de casse du service public.

Fanny, [Rouen]

Le Pen lui-même a reconnu que la « lepnisation des esprits » faisait son chemin.

Contre les idées racistes, réactionnaires et anti-sociales de l'extrême droite, ne nous endormons pas !

Dans nos quartiers, nos lycées, nos facs, nos lieux de travail, restons vigilants et préparons la riposte contre une extrême droite qui se sent pousser des ailes !

Refusons la lepnisation des esprits : il

faut aujourd'hui lutter au coté des sans papiers, contre les lois sécuritaires et la double peine, contre les discriminations racistes qui polluent la vie de milliers de personnes dans ce pays.

A la veille de ce 12^{ème} congrès du FN, ne laissons pas les fachos se sentir chez eux, ne laissons pas leurs idées triompher.

Luz, [Marseille]

Une éducation démantelée, une éducation au rabais

Le rêve de Ferry- Darcos

Sur l'académie de Bordeaux, les vacances scolaires viennent solder dix semaines de grève des étudiants-surveillants et emplois jeunes contre le projet d'assistant d'éducation voté le 1^{er} avril à l'Assemblée Nationale.

Vote complètement illégitime et antidémocratique car l'Assemblée Nationale et le gouvernement ont volontairement fait « la sourde oreille » au refus de l'ensemble des syndicats face à ce projet et aux différentes mobilisations et grèves qui ont secoué plusieurs académies comme Toulouse, Rennes, Corse, Bordeaux, etc. S'il fallait encore le prouver, ce gouvernement est un véritable pouvoir dictatorial !

Ce projet d'assistant d'éducation comme toutes les autres réformes concernant l'éducation représente une attaque sans précédent contre l'Education Nationale. Le but : démanteler le service public d'éducation et casser le statut de la fonction publique d'Etat.

Les assistants d'éducation, c'est une nouvelle catégorie de non titulaires précaires

qui présage de quel type de contrats rêve notre cher gouvernement CRS. La gauche a fait exploser les contrats précaires dans l'éducation, la droite en a fait son principe.

A travers la décentralisation et le passage de certains fonctionnaires d'Etat (comme les ATOSS) à la fonction territoriale, c'est la privatisation et la précarisation des salariés du public qu'ils nous préparent.

En fermant des sections dans les lycées professionnels public, en faisant disparaître par exemple les Copsy ou les profs de philosophie, c'est un service public de misère qu'ils nous préparent pour les couches populaires, pendant que les plus riches s'offriront des écoles privées où l'offre de formation sera de fait plus intéressante.

Affabulation dirons certains ! ? ! Pas si sûr. Par exemple ils font disparaître le service public d'orientation, il n'y aura donc plus de conseillers dans les bahuts public mais par contre sur le site internet d' « Etudiant » pour 150 euros, tu pourras t'offrir 3 entretiens de 20 min pour être orienté !

C'est face à cette politique inadmissible que nous nous sommes mobilisés sur l'académie. Les MI-SE-AE, nous avons montré la voie à suivre, rejoints par l'ensemble des personnels de l'Education Nationale trois semaines avant les vacances et bien sûr par des centaines de lycéens.

C'est donc un mouvement fort qui s'est développé avec l'espoir que ce mouvement ait des échos dans les autres académies et au niveau national.

Or, d'ores et déjà il semblerait qu'un mouvement se développe car 14 départements sont aujourd'hui en grève comme par exemple Montpellier ou encore Marseille et Toulouse...

Ce n'est qu'un début continuons le combat !

Correspondant Bordeaux

L'émergence de la crise irakienne



Il est difficile de mesurer quelles vont être les conséquences de la crise irakienne. Un des aspects les plus surprenants de la situation, c'est l'ampleur peu prévisible des tensions entre les Etats impérialistes que cela a provoqué, en particulier entre la France et les Etats-Unis. Pour essayer de saisir l'enjeu des rivalités actuelles, il peut être utile de retracer partiellement ce qui s'est passé ces derniers mois dans les relations entre les grandes puissances.

« Nous n'avons pas d'allié plus solide que la France »

C'est ce que disait un certain George W. Bush en mai dernier lors de sa tournée européenne et de son passage en France, qui servait en partie à défendre sa politique de « guerre sans limite ». Ce à quoi le président français lui répondit : « Nous sommes tout à fait dans la même conception des choses. » Les sujets de désaccord entre les Etats-Unis et la France, et plus largement l'Europe ne cessent pourtant de s'accumuler depuis plusieurs années. Mais cela reste essentiellement dans le cadre de la concurrence commerciale (Protocole de Kyoto sur les droits à polluer, politiques protectionnistes de l'UE sur l'agriculture et des Etats-Unis sur l'acier...). Mais, c'est le jeu de la société capitaliste, que chacun accepte, évidemment qui font que les grandes puissances impérialistes mélangent concurrence et coopération dans la domination du monde.

La « guerre sans limite »

Pour essayer de comprendre comment

les relations entre les Etats-Unis et l'Europe ont pu évoluer si rapidement, il est nécessaire de revenir sur ce qu'est exactement cette politique de « guerre sans limite ». Les attentats du 11 septembre 2001 ont été utilisés par le gouvernement américain comme « événement fondateur » de sa politique. Pour un gouvernement mal élu, peu populaire, confronté à l'effondrement de la « nouvelle économie », au scandale d'Enron (qui l'éclabousse personnellement ainsi que ses proches) et de plusieurs géants du capitalisme américain, il y avait quelques difficultés en perspective. Le traumatisme du 11 Septembre va être utilisé à fond par le gouvernement américain pour mettre en œuvre les projets politiques de la droite conservatrice américaine.

Ce projet développe l'idée que les Etats Unis ont pour mission de stabiliser le nouvel ordre mondial (contre les « Etats voyous »), et qu'ils doivent se donner les moyens d'intervenir sur toute la planète pour cela. D'où depuis deux ans, une accélération globale des offensives militaires sur de nombreux fronts (Plan Colombie, stabilisation de nouvelles bases militaires dans la Caucase après la guerre d'Afghanistan, envois de GI aux Philippines...). Cette politique correspond par ailleurs aux intérêts du capital financier américain. Elle vise à garantir les intérêts des trusts dans le monde, ainsi que l'exploitation et le pillage des matières premières. Et cela implique une hausse considérable des budgets militaires. L'Etat garantit des profits énormes aux trusts de l'armement (Raytheon, Mac Donnel Douglas...), qui sont complètement



dominés par les Fonds de Pension.

Cette politique de « guerre sans limite » se mène aussi... contre le peuple américain. Il s'agit d'imposer une « union sacrée permanente », et de désarmer toute contestation au nom de la sécurité nationale. Cela s'est vu de façon spectaculaire avec la limitation des droits démocratiques au nom de la lutte contre le terrorisme, ainsi que dans l'intervention directe du gouvernement Bush dans la grève des dockers en septembre 2002. Cette pression est périodiquement relancée par des « alertes » régulières sur la menace de nouveaux attentats.

Une question peut se poser : dans quelle mesure le gouvernement américain va-t-il chercher à enchaîner les conflits ? Après l'Irak, va-t-il attaquer la Corée du Nord, l'Iran, la Libye, la Syrie ?

En fait cela dépend essentiellement des rapports de force entre les classes sociales à l'échelle internationale. Une victoire rapide en Irak suivie d'une occupation sans gros

problème faciliterait la politique du gouvernement américain. Dans le cas contraire, d'une résistance prolongée de la population irakienne, d'un développement du mouvement anti guerre, de répercussions économiques négatives, cela peut être beaucoup plus compliqué et il peut y avoir un mouvement de repli du gouvernement américain. Il n'est donc pas possible de répondre aujourd'hui à cette question, mais il est important de comprendre comment le gouvernement américain a pu lancer cette guerre contre l'Irak.

Premiers accros

La préparation de la guerre en Irak a été orchestrée pendant toute l'année 2002. Le projet existait depuis de nombreuses années au sein des classes dominantes américaines. Mais c'est la victoire en Afghanistan qui a été un point d'appui important pour pouvoir lancer la machine de guerre. Le point d'orgue du lancement de la guerre contre l'Irak devait être la commémoration du 11 Septembre, censée donner une légitimité à l'offensive militaire.

Or cette politique, d'intervention militaire va entrer en contradiction avec les capacités (plus faibles économiquement et militairement) d'autres Etats impérialistes. Le 1er accroc pour le gouvernement Bush va venir de l'Allemagne, qui est pourtant un allié traditionnel des Etats-Unis (beaucoup plus que la France). Mais fin août, Schröder n'a rien trouvé de mieux pour se faire élire que de surfer de façon démagogique sur le pacifisme de la population allemande. De plus l'économie allemande très mal en point n'a pas vraiment les moyens de se lancer dans cette guerre coûteuse. Ce qui n'empêche pas le gouvernement allemand de fournir du matériel à l'armée américaine, dans le cadre de l'OTAN et de renforcer sa présence militaire dans le cadre de l'occupation néo coloniale de l'Afghanistan.

La position de la France

L'opposition de l'Allemagne (qui n'a pas d'intérêt économique significatif en Irak) n'était que le 1er des obstacles pour l'administration américaine. A partir de début septembre, le gouvernement français va essayer de contraindre l'administration américaine à passer par le cadre de l'ONU. Ce qui doit permettre de conserver les intérêts économiques très importants des patrons français dans la région. A la diffé-

(suite page 8)

en bref

Heureux les imbéciles !

Le gouvernement US doit organiser « un jour d'humilité, de prière et de jeûne pour le peuple des Etats-Unis ». Depuis, le gouvernement US règle tous les problèmes des pauvres, des chômeurs ou des familles des soldats décédés en Irak en leur conseillant de « chercher conseil auprès de Dieu », plutôt qu'auprès d'eux ??

Le prix de la guerre pour les Etats-Unis

30 à 60 jours de guerre avec 250 000 soldats mobilisés coûtent environ 100 milliards de dollars, soit 3 fois le budget fédéral à l'enseignement primaire aux USA, ou la somme nécessaire pour fournir pendant 5 ans des soins médicaux à tous les enfants américains non-assurés.

Le prix de la guerre pour l'Irak

En 1991, la guerre contre l'Irak a fait plus de 111 000 victimes civiles. Plus de 70 000 étaient des enfants de moins de 15 ans. Plus que les bombes elles-mêmes, c'est la destruction des centrales électriques et du système de distribution d'eau qui a fait le plus de victimes.

Les profiteurs de guerre,

Un contrat pour les premiers travaux de reconstruction de l'Irak est en train d'être attribué à une sélection d'entreprises américaines. Les 6 groupes concernés ont financé à hauteur de 2,8 millions de dollars les campagnes politiques américaines, la grande majorité de cette somme allant aux républicains. Le coût total de la reconstruction de l'Irak est évalué à 20 milliards de dollars par an sur plusieurs années. Les entreprises qui seront les premières sur le marché engrangeront donc des bénéfices pendant très longtemps.

« L'Axe de la Paix »

Si les positions de Bush et Blair, qui mentent une part pour leurs entreprises dans la curée de l'Irak (notamment dans la « reconstruction » de l'Irak, ce qui concerne par exemple la société britannique P&O), sont parfaitement claires, celles de « l'Axe de la Paix » (c'est-à-dire ceux qui ont du sang ivoirien et tchétchène sur les mains), et plus particulièrement celle de la France, méritent qu'on s'y attarde. En effet, Chirac a accompli un pseudo-tournant du aux contradictions au milieu desquelles il se trouve.

Le pétrole tout d'abord intéresse bien sûr autant la France que les Etats-Unis, et ce n'est pas un détail puisque un contrat entre TotalElfina et l'Irak de Hussein accorde le quart de la réserve de cette deuxième réserve mondiale de pétrole à ce trust que nous connaissons déjà pour ses pétroliers-poubelles, ses usines à risque, son importance dans la Françafrique, etc. La coopération Franco-Irakienne n'a d'ailleurs rien de nouveau puisque l'arsenal militaire de Hussein, en dehors des dons des Etats-Unis dans la période où il servait leurs intérêts, a été fourni principalement par la France (notamment des Mirages) ou la Russie (l'autre protecteur de la paix...). Or les Etats-Unis ont annoncé explicitement qu'ils mettraient fin aux contrats existants, les intérêts de l'impérialisme français sont donc directement menacés. D'un autre côté, ne pas participer à la guerre serait risqué puisqu'une action unilatérale des Etats-Unis correspondrait à un bénéfice unilatéral, tandis qu'une action sous couvert de l'ONU permettrait de partager le gâteau, notamment en ne remettant pas en cause les contrats de TotalElfina tout en supprimant l'embargo qui gêne

son exploitation. Et même maintenant que l'action militaire de l'ONU a été écartée, les entreprises françaises peuvent toujours espérer participer à la « reconstruction de l'Irak » (comprendre reconstruction des infrastructures pétrolières principalement, afin de les donner ensuite aux capitalistes) pour laquelle les Etats-Unis ont promis de la sous-traitance pour les autres pays.

Les mobilisations anti-guerre sont certainement à l'origine du changement de politique de Chirac qui, peu après avoir conseillé à l'armée de se préparer, déclare s'opposer à la guerre en Irak car la puissance du mouvement anti-guerre — même si on l'aurait aimée plus forte — a été la goutte qui a fait pencher la balance dont l'équilibre était fragile. De plus, Chirac a réussi ainsi à détourner les mobilisations réformistes qui s'appuyaient sur les institutions impérialistes, et à former une « unité nationale » derrière lui rassemblant jusqu'au PCF et masquant l'offensive capitaliste qui continue bien sûr pendant ce temps : décentralisation, retraites, cadeaux fiscaux à la bourgeoisie, privatisations, etc.

Enfin, on peut toujours remettre en cause la sincérité de Chirac, en dehors des mensonges évidents sur les explications moralistes de sa position, puisqu'il met à disposition de « l'Axe du Bien » ses ports et l'espace aérien, qu'il ne condamne les Etats-Unis que passivement alors que pour des historiens d'exportation de bananes par exemple il n'hésite pas à demander des sanctions contre les Etats-Unis. Que d'indices de luttes impérialistes et anti-sociales pour un axe de la paix !

Julien, [Metz]

(suite de la page 7)

rence du gouvernement allemand, l'Etat français n'exclura jamais la possibilité de participer au conflit. C'est le sens de la bataille de la résolution 1441 de l'ONU (adoptée en octobre dernier), présentée comme une « victoire de Chirac sur les Etats Unis » par toute la presse française. Cette résolution tout en laissant ouverte la possibilité d'une intervention militaire ouvre la période des Inspections censée travailler au « désarmement pacifique » de l'Irak. En fait, c'est une stratégie similaire qui avait été employée pendant la guerre du Kosovo, contre Milosevic. Des exigences de plus en plus fortes sont imposées à l'Etat récalcitrant (détruire ses missiles, accepter une occupation militaire de l'ONU, etc...) jusqu'à celui-ci fasse une « faute » qui sert alors de prétexte à la guerre...

L'offensive américaine

Le rôle joué par d'autres grandes puissances reste alors essentiellement secondaire. La Russie de Poutine, qui mène déjà une « guerre sans limite » contre le peuple Tchétchène, était confrontée à de graves difficultés économiques (négociation de sa dette notamment...) qui l'empêche de s'opposer frontalement aux Etats-Unis. Quant à l'Etat chinois, qui est très dépendant des pays arabes pour le pétrole, il s'agit avant tout de préserver les liens avec les Etats-Unis, même si plusieurs entreprises chinoises ont des contrats en Irak.

Mais l'administration américaine a son propre calendrier (militaire, et politique: il s'agit aussi de dégager Saddam avant les prochaines élections) qui ne peut se plier à la diplomatie. Fin décembre, les Etats Unis déclarent l'Irak en « violation patente » des résolutions de l'ONU. Le dispositif militaire dans le Golfe est opérationnel fin janvier. Le 27 du mois, les inspecteurs doivent rendre leur rapport et le 28, Bush doit faire son discours annuel sur l'état de l'Union. Chirac se prépare alors à une intervention militaire en Irak, dans le cadre de l'ONU et commence à préparer le terrain, notamment au moment du vœux des armées début janvier. Le discours est clair: il faut se tenir prêt à intervenir. Pendant le mois de janvier, il va s'opérer un tournant du gouvernement français, en particulier après les mobilisations du 18 janvier (qui sont les premières manifestations importantes en France). L'affaiblissement des gouvernements italien et britannique montre aux dirigeants français le coût politique très probable d'une guerre en Irak, alors que la situation économique commence à s'aggraver sérieusement. Les perspectives de croissance sont revues à la baisse ainsi que la cote de popularité de Raffarin. De Villepin envisage alors pour la première fois l'utilisa-

tion du droit de veto français au Conseil de Sécurité, tout en n'excluant jamais la possibilité d'une participation française...

La crise Europe / Etats Unis

Le gouvernement britannique obtient un nouveau délai (le 15 février) de l'administration Bush pour convaincre le gouvernement français de participer à l'intervention dans le cadre de l'ONU. Les gouvernements européens sont fragilisés, confrontés à la puissance montante du mouvement anti guerre qui va culminer avec les manifestations monstres du 15 février. Les Etats-Unis multiplient les pressions, en inspirant une lettre de soutien signée par 8 pays européens. L'Elysée affirme que cette lettre « comporte beaucoup de choses que la France aurait pu signer ». Pour ne pas être hors jeu, De Villepin durcit sa position et élabore un plan franco-allemand qui prévoit un régime d'inspections renforcées avec occupation militaire de l'Irak. Le ministre rappelle alors: « nous n'excluons aucune option, y compris en dernière extrémité le recours à la force, comme nous l'avons toujours dit. » (le 7 février) Mais, pour l'impérialisme américain, il est impossible de prendre plus de temps. Il faut lancer l'attaque dans les semaines qui viennent. La rupture est scellée au Conseil de Sécurité

de l'ONU du 15 février.

Il serait absurde de chercher à faire des pronostics sur les conséquences de la crise irakienne, mais il est possible de dégager la logique de la situation actuelle. Les relations entre puissances impérialistes américaines et européennes comportent des éléments de rivalités, pour le contrôle des matières premières et le développement des zones d'influences propres. Elles comportent aussi des éléments de coopération, dans le maintien de l'ordre, et dans la guerre sociale et militaire qui se mène contre les peuples du monde entier. Le capitalisme est basé sur la concurrence et les classes dominantes se mènent une guerre sans merci pour défendre leurs intérêts, mais elles ont aussi très bien conscience de leurs intérêts communs dans le maintien de l'ordre mondial. Pour les puissances européennes, notamment pour l'Allemagne et la France, la crise irakienne a renforcé la nécessité de se doter d'une force armée



indépendante des Etats Unis pour constituer une Europe puissante. L'Europe militaire n'aurait rien de plus démocratique ni de plus civilisé que les Etats Unis, ce serait avant tout un outil pour renforcer l'oppression des peuples d'Afrique et d'Asie.

François, [Rouen]

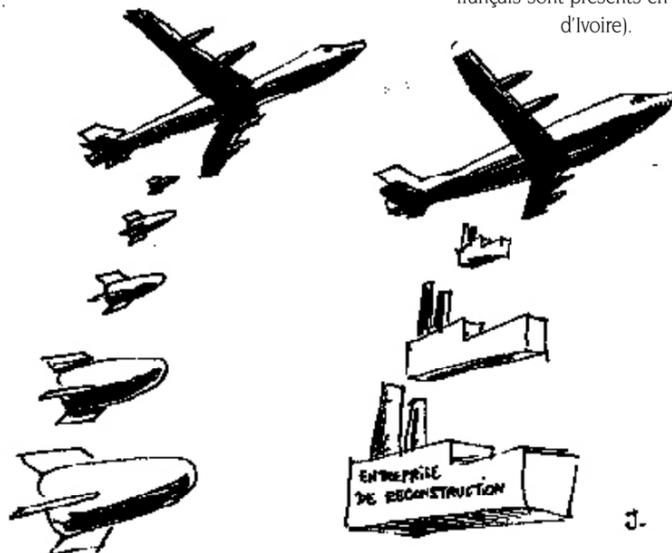
L'impérialisme français

En ce moment où le monde en France est d'accord pour dénoncer l'impérialisme américain. On peut lire partout que les Etats-Unis tentent d'imposer leurs intérêts dans le monde entier, et par tous les moyens. Effectivement, les Etats-Unis ne se privent pas de soutenir de nombreuses dictatures, d'en mettre en place, de renverser des régimes plus ou moins démocratiques. Dans l'histoire, c'est notamment l'expérience de l'Amérique du Sud, où la CIA a placé des alliés des Etats-Unis en mettant en place des dictatures sanglantes (Chili...). Aujourd'hui, les Etats-Unis n'hésitent pas à bombarder des pays entiers (Serbie, Afghanistan, Irak...) pour imposer leur point de vue. Ils passent outre leurs propres critères moraux. Le Financial Times posait par exemple le problème de la réhabilitation de la torture en cas de guerre contre le terrorisme, et les prisonniers afghans de Guantanamo sont détenus dans des conditions inhumaines, sans avoir été jugés, sous prétexte qu'ils ne sont pas sur le territoire américain. Imposer ses intérêts, cela passe aussi par les pressions économiques, par le biais de la Banque mondiale, du FMI, de la politique des entreprises étasuniennes, etc.

Mais l'idée de nos dirigeants est de tenter de nous expliquer que la France (soit-disant pays des Droits de l'Homme) et l'Europe seraient des contre-poids, aiderait les pays du Tiers-Monde à relever la tête, à se construire, à être indépendants. Cela sert aussi à justifier la volonté de construire une Europe forte, économiquement et militairement.

Il est classique pour la bourgeoisie d'un pays d'expliquer qu'elle est meilleure que les autres. C'était déjà le cas quand on nous expliquait au début du siècle que les Allemands étaient violents et voulaient conquérir le monde, et que la France ne voulait que freiner ces ardeurs. En réalité, la France était une des principales puissances coloniales, loin devant l'Allemagne. Nos dirigeants expliquent donc aujourd'hui qu'il vaut mieux qu'une région soit sous la domination de la France que des Etats-Unis. Et ils nous servent aussi des arguments coloniaux classiques du type: « on aide un pays à se construire économiquement », « apporter nos valeurs démocratiques ». Quand on voit ce que la France a fait en Algérie pendant des années, ce qu'elle fait aujourd'hui en Côte-d'Ivoire, c'est la même logique que les Etats-Unis: défendre les intérêts des multinationales et des riches français, avec l'armée s'il le faut (plus de 3 000 soldats français sont présents en Côte-d'Ivoire).

La France, un moindre mal ?



Une puissance impérialiste de premier plan.

La puissance de la France est énorme. Sur le plan économique, les entreprises françaises rivalisent dans de nombreux domaines avec les entreprises américaines. Bouygues et Suez sont les premières entreprises mondiales dans leur secteur (bâtiment et services). 2ème marchand d'arme de la planète, 5ème Bourse mondiale (deuxième d'Europe), 4ème exportateur mondial, 1ère destination touristique, l'économie française est parmi les plus puissantes. De plus, la France possède, derrière les Etats-Unis, le deuxième réseau diplomatique du monde. Et ce sont bien souvent ces réseaux qui négocient les contrats des grandes entreprises. En 2002, la France est, y compris, le 4ème investisseur mondial à l'étranger (le partenaire allemand étant le premier). Quand Chirac fait le tour des « pays francophone » et des « partenaires privilégiés » de la France, c'est une tournée des anciennes colonies françaises, qui ont encore leur économie complètement soumise à la domination française. Et quand il voyage en Chine, au Japon ou d'autres pays, avec des grands patrons français dans son avion, pour vendre des Airbus, des TGV, de l'armement Dassault, c'est la concrétisation des liens qui existent entre l'Etat français, sa puissance militaire et son patronat.

Un niveau d'affrontement jamais vu.

Pour défendre ses intérêts, la France ne recule devant rien. C'est le cas en Côte-d'Ivoire, avec l'envoi de troupes et la modification du gouvernement depuis la région parisienne. C'est le cas aussi en Irak où la France, premier partenaire pétrolier mais aussi présente dans la construction, l'armement, les services (etc.), a soutenu la dictature de Saddam Hussein et l'embargo de l'ONU qui a abouti à la mort d'un million d'Irakiens en dix ans, dont 500 000 enfants. Pour défendre les intérêts des puissances impérialistes, tous les moyens sont bons.

Dans la crise irakienne, la concurrence entre les grandes puissances impérialistes

s'est accélérée. D'un côté, il y a un pôle dirigé par les Etats-Unis avec au second plan la Grande-Bretagne. De l'autre côté, il y a la France et l'Allemagne. Et chaque pôle s'appuie sur de nombreux alliés. C'est une lutte pour l'hégémonie mondiale qui se joue, où les Etats-Unis utilisent leur puissance militaire pour reprendre du poids économique, puisque la plupart des analystes expliquent que la puissance économique des Etats-Unis, même s'ils restent dominants, est en baisse depuis les années 70. Les bourgeois français et russe ont voulu sauver leurs intérêts en Irak en empêchant l'intervention américaine. Aujourd'hui, ils veulent une part du gâteau en voulant participer à la reconstruction de l'Irak. Ce sont bien des conflits pour sauver des marchés, c'est une concurrence classique, mais très violente.

Où allons-nous ?

Il paraît difficile de savoir si l'affrontement entre les différents pôles va continuer à un tel niveau dans les prochaines années, si cela va se concrétiser par la domination de nouveaux pays, de nouvelles guerres localisées. Mais ce qui est certain, c'est que la situation économique mondiale est extrêmement défavorable et que l'économie américaine ne sera pas remise en route par la guerre en Irak. La bourgeoisie américaine devra trouver autre chose. Pour nous, il est impossible de choisir entre différents assassins. Nous ne voulons pas choisir si les casques de ceux qui vont massacrer les Irakiens sont à bannière étoilée, tricolores ou bleus. En revanche, nous avons une responsabilité claire: il n'y a que nous pour empêcher la France d'aller massacrer à droite et à gauche. En solidarité avec les jeunes et les travailleurs américains, dont nous espérons qu'ils fassent le même travail aux Etats-Unis...

Antoine, [Argenteuil]

en bref

Les Etats-Unis, berceau de la démocratie ?

Si les Etats-Unis font la guerre officiellement pour la « Liberté d'Irak », ils ne sont visiblement pas pour la liberté des Irakiens: le FBI a décidé d'interroger les 15 000 irako-américains qui vivent aux USA et les demandeurs d'asile Irakiens sont, eux, placés en détention.

Chronique d'une sale guerre

La guerre en Irak a tué à Prague. Quatre jeunes étudiants se sont immolés en protestation à l'intervention américaine. Désespéré, mais aussi inutile, le geste de ces « hommes torches » est bouleversant. Horrible, même. La faute à qui? A la sale guerre menée là-bas, en Irak. Mais aussi au soutien, aussi gêné soit-il, du gouvernement tchèque à la coalition anglo-américaine. La faute à la léthargie du milieu étudiant. A l'écart des mobilisations, relativement faibles en République tchèque, les jeunes manquent de cadres de débat, d'action et de solidarité politiques et collectives. La faute à tout ce système pourri. Ça donne juste envie de hurler.

Les alliés des Etats-Unis vacillent !

Le 15 février, lors de la journée internationale de manifestation contre la guerre, plus de 20 millions de personnes étaient descendues dans les rues. On avait pu paradoxalement constater à l'époque une mobilisation relativement faible dans les pays arabes et musulmans, dû notamment à la misère ambiante, à la tournure dramatique des événements en Palestine et surtout à la crainte de la répression et à l'interdiction des rassemblements par les régimes en place. Mais les choses ont bien changé depuis, notamment avec le commencement des bombardements sur l'Irak. Dès le mois de mars, des manifestations de plus en plus importantes en Egypte, au Maroc, ou encore en Jordanie avaient donné lieu à des scènes de violents affrontements avec la police et l'armée, entraînant de nombreuses arrestations, enlèvements et torture de militants anti-guerre. Dans le monde entier, des rassemblements de protestation ont eu lieu devant les ambassades d'Egypte, du Maroc ou de Tunisie, démontrant une fois de plus le caractère international du mouvement d'opposition à la guerre.

La goutte d'eau

Depuis le début des bombardements, les manifestations se multiplient dans les pays arabes et musulmans : elles sont non seulement l'expression de la solidarité avec les Irakiens mais aussi de la colère contre les dirigeants de ces pays. Ainsi s'exprime la frustration des populations de ces pays, accablées par des régimes autoritaires voire dictatoriaux, pays dans lesquels la misère et la pauvreté n'ont jamais été aussi fortes alors que les dirigeants s'en mettent plein les poches en ouvrant grand les portes aux capitaux étrangers et en acceptant sans broncher les directives du FMI. La guerre a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : lorsque Colin Powell affirme que quinze pays soutiennent l'offensive en Irak tout en souhaitant garder l'anonymat, nul doute que, parmi les quinze, on trouve l'Egypte, la Jordanie ou le Pakistan. Les populations ne sont pas dupes. Elles voient bien que leurs dirigeants, malgré leurs belles déclarations, collaborent quasi-ouverte-

ment avec l'impérialisme étasunien. Ainsi, tout le monde sait que des bases militaires US sont implantées le long de la frontière entre la Jordanie et l'Irak.

Les mobilisations anti-guerre dans ces pays font vaciller les régimes en place en les mettant directement en cause.

C'est pourquoi nombre d'entre eux qui avaient d'abord interdit les manifestations tentent maintenant, en les autorisant, d'en prendre le contrôle. Or ces régimes inféodés aux Etats-Unis sont une des pièces maîtresses, avec Israël, des projets de l'administration Bush dans la région. Les soulèvements auxquels on assiste peuvent bouleverser le plan étasunien, ce qui explique pourquoi Bush exige

aujourd'hui d'Ariel Sharon qu'il ne franchisse pas un nouveau pas dans sa politique de terreur contre le peuple palestinien, car la colère des populations arabes et musulmanes pourrait atteindre un niveau incontrôlable. La mobilisation dans ces pays joue un rôle décisif à l'échelle internationale : il suffirait qu'un de ces régimes d'effondre sous la pression populaire pour que tous les plans de Bush soient remis en cause.

Amélie, [Saint-Denis]

Les illusions d'Attac

Bafouant les résolutions de l'ONU, le gouvernement américain foule aux pieds 60 années d'efforts visant à construire une société internationale fondée sur le droit, la justice et non pas sur la force. Ainsi commence le communiqué d'ATTAC à propos de la guerre en Irak. Même si le fait qu'ATTAC participe aux mobilisations contre la guerre alors que ce n'était pas son objectif initial est très positif, force est de constater que l'association à des illusions sur le rôle de l'ONU. D'abord, alors qu'il n'y a jamais eu autant de guerres que ces dernières années, comment peut-on dire que l'ONU a joué un quelconque rôle pour les empêcher? Ensuite, n'a-t-il pas été prouvé que les casques bleu envoyés au Rwanda ou en Yougoslavie se sont rendu complice des massacres? Enfin, comment peut-on croire qu'une institution composée d'Etats n'étant motivés que par les intérêts économiques

et stratégiques en fassent abstraction dans le cadre de l'Institution?

«ATTAC France demande au gouvernement français d'exiger la convocation d'une AG extraordinaire des Nations Unies où serait condamné ce recours à la force sans mandat de l'ONU» Cela veut-il dire que s'il y avait eu un mandat de l'ONU, la guerre en Irak aurait été plus légitime? Sérieusement, qu'est ce que ça change pour une famille Irakienne de se faire massacrer par les bombes avec écrit ONU dessus?

Pour nous, lutter contre la mondialisation guerrière et marchande passe par ne s'appuyer que sur les peuples, qui, seuls ont la légitimité pour décider de leur avenir.

Fanny, [Rouen]

Dehors les troupes anglo-américaines !

Le peuple irakien est plusieurs fois victime. Il est la victime du régime dictatorial de Saddam Hussein, mis en place et armé par ceux-là mêmes qui veulent le chasser, c'est-à-dire, les Etats-Unis et la France. Il est aussi la victime d'un embargo décidé par l'ONU qui a entraîné la mort de plusieurs milliers de personnes auxquels s'ajoutent les morts de la 1ère guerre du Golfe en 1991, guerre impérialiste à laquelle a participé le gouvernement français. Ce peuple est aujourd'hui victime d'une guerre orchestrée par les Etats-Unis et leurs alliés qui a déjà fait des centaines de morts.

Tout ce massacre pour savoir qui s'emparera de la principale source de revenu pour ce peuple, le pétrole. A ce pillage s'ajoute

la volonté des Etats-Unis de s'installer au cœur du Moyen-Orient, dans une région proche des puits de pétrole arabes, afin de renforcer sa présence et son contrôle.

Comment le peuple irakien peut-il se libérer de ce chaos qui l'étouffe et qui le tue ?

Sûrement pas grâce à Bush. Ce dernier a cru pouvoir légitimer sa sale guerre en se faisant passer pour le libérateur du peuple irakien et le porteur des idées de la démocratie. Une démocratie qui a l'odeur des bombes. Mais personne n'est dupe. Ce que veulent Bush et ses alliés, c'est le pétrole, c'est le contrôle de la région et, comble de barbarie, c'est aussi le partage des chantiers de reconstruction de l'Irak pour leurs trusts du bâtiment, après qu'ils l'aient anéanti bien sûr. Leur démocratie, c'est aussi un nouveau colonialisme. En effet, la présence américaine, non souhaitée par les irakiens, ne pourra prendre la forme que d'une armée d'occupation. Ils ne peuvent imposer et maintenir leur «démocratie» qu'en opprimant la population et en la privant de toute contestation.

La France compte bien prendre sa place dans ce nouveau colonialisme.

Chirac demande que cette

guerre soit placée sous l'égide de l'ONU afin d'empêcher les Etats-Unis de s'accaparer la totalité du pétrole et des chantiers de reconstruction. Il voudrait que le festin devienne «collectif» pour pouvoir prendre sa part dans cette macabre distribution.

Ce n'est pas notre conception de la démocratie. L'émancipation du peuple irakien ne peut venir que des irakiens eux-mêmes. C'est à la population irakienne qu'il appartient de déterminer son avenir, de construire les conditions de sa vie future. Pour cela, le peuple irakien devra prendre le pouvoir et mettre en place les structures démocratiques qu'il estimera appropriées et nécessaires. Seule l'insurrection du peuple irakien peut conduire à une réelle démocratie.

Nous pouvons aider ce peuple dans son émancipation en faisant pression sur nos propres gouvernements, en exigeant l'interdiction du survol de la France par les avions américains et anglais, et en exigeant le retrait des troupes anglo-américaines. Nous devons manifester notre solidarité avec la population irakienne, quels que soient ses choix. Cette perspective démocratique doit aussi s'accompagner de la création d'un Etat kurde et d'un Etat palestinien pour que toutes les identités de cette région du Moyen-Orient soient enfin reconnues et puissent vivre dans une réelle démocratie où chacun a sa place. Et pour mettre en place cette démocratie, il n'y a qu'une solution, c'est la révolution !

Campbell, [Bordeaux]



Not in their name !

Le jour du déclenchement de la guerre en Irak, les militants antiguerre américains étaient nombreux dans la rue pour protester.

Le lendemain, à New York, une manifestation de plusieurs milliers de personnes a bloqué, malgré la pluie, la circulation dans le quartier de Times Square. A San Francisco, la ville a été bloquée et des centaines de personnes ont été arrêtées suite à la manifestation. Des actions de protestation ont été organisées dans des dizaines de villes à travers le pays.

C'est le 22 mars à New York que la riposte a été la plus importante. La manifestation avait été prévue avant le début de la guerre, pour protester contre le refus de la municipalité d'autoriser une marche le 15 février dans le cadre de la journée internationale contre la guerre qui a rassemblé des millions de manifestants à travers le monde. Le 15 février, le maire et la police n'avaient en effet autorisé qu'un rassemblement. La pression de l'opinion publique les a ensuite obligés à autoriser la manifestation du 22 qui a rassemblé plus de trois cent mille personnes.

Beaucoup de militants craignaient que le début des bombardements ne marque un repli. Ils craignaient l'effet de ralliement au drapeau et de «soutien à nos troupes» et avaient peur qu'une partie des manifestants n'aient l'impression qu'il n'était plus possible de stopper la guerre. Il n'en a rien été et, bien au contraire, le début des bombardements a marqué le développement encore

plus massif de la mobilisation.

Aux Etats-Unis aussi, c'est la jeunesse qui est le fer de lance de cette mobilisation. Après avoir lancé avec succès l'idée d'une journée internationale de mobilisation des étudiants le 5 mars, les étudiants et les jeunes américains ont multiplié les initiatives : manifs, rassemblements, actions devant les centres de recrutement de l'armée, organisation de camps de la paix et débats s'organisent partout à travers le pays.

« De l'argent pour les services sociaux, pas pour la guerre ! » est un des mots d'ordre les plus fréquemment repris dans les manifestations.

Les manifestants antiguerre refusent que l'argent public ne soit gaspillé au nom de la conquête impériale américaine alors que les écoles, les services sociaux et les hôpitaux manquent cruellement de moyens. C'est en effet un «acompte» de plus de 75 milliards de dollars que Bush réclame au Congrès pour financer la guerre... D'autres revendications associent la

lutte contre "la guerre intérieure" à la lutte contre la guerre en Irak. En effet, au nom de la «sécurité nationale», de nombreuses manifestations ont été interdites et de nombreux manifestants arrêtés, par ailleurs un véritable politique de contrôle au faciès des voyageurs et immigrants venant de pays musulmans a été mise en place. On parle même d'interroger tous les Irakiens vivant aux Etats-Unis et de mettre en détention tous les demandeurs d'asile irakiens.

Céline, [Sorbonne]



Guerre et révolution

« *Il ne peut y avoir d'autre guerre pour la Prusse-Allemagne, qu'une guerre mondiale, c'est-à-dire une guerre mondiale d'une*

ampleur et d'une violence jamais imaginées jusqu'ici. Huit à dix millions de soldats s'entre-égorgent et, ce faisant, raseront l'Europe entière comme jamais un essaim de sauterelles ne l'a fait. Les dévastations de la guerre de Trente ans, concentrées en trois ou quatre ans, et répandues sur l'ensemble du continent ; famine épidémique, abrutissement généralisé des armées comme des masses populaires pour cause de misère aiguë ; chaos irrémédiable de notre mécanisme artificiel dans le commerce, l'industrie et le crédit, aboutissant à la banqueroute générale ; effondrement des vieux Etats et de leur sagesse étatique traditionnelle, de sorte que les couronnes rouleront par dizaines sur le pavé, et il ne se trouvera personne pour les ramasser ; impossibilité absolue de prévoir comment tout cela finira et qui sortira vainqueur de ce combat ; un seul résultat absolument certain : l'épuisement général et la mise en place des conditions de la victoire de la classe ouvrière. Telle est la perspective lorsque le système de la surenchère mutuelle dans l'armement guerrier poussé à son comble portera inévitablement ses fruits. »

On trouve dans ce passage la description de ce qui se produira 27 ans plus tard, avec l'éclatement de la première guerre mondiale. Ces lignes prophétiques ont été rédigées par Friedrich Engels à la fin de l'année 1887. Analysant la société capitaliste telle quelle se développait sous ses yeux, il prédisait son évolution. 27 ans plus tard, la première guerre mondiale éclatait.

L'impérialisme à la conquête de la planète.

Au cours du 19^e siècle, le capitalisme entreprend de conquérir l'ensemble des surfaces du globe. A la recherche de matières premières et de débouchés pour leurs produits, les capitalistes s'approprient de nouveaux territoires, le plus souvent à coups de mitrailleuses et de baïonnettes. C'est à ce moment-là que le capitalisme devient une réalité mondiale. Et qu'il divise durablement le monde en deux. Et qu'il divise et hiérarchise durablement le monde en deux. Désormais, il y a aura le « premier monde » ou le « centre », composé des grandes puissances occidentales, riche et surarmé. Et le « deuxième monde » ou la « périphérie », qui regroupe la majorité de la population mondiale et n'aura d'autres perspectives que la faim, la misère, les guerres et l'exploitation. Ce « deuxième monde », riche en matières premières, fera continuellement l'objet de négociations et de partage entre les grandes puissances.

Mais dans cette course aux colonies, tout le monde n'obtient pas la même part du gâteau. Ainsi, la France et l'Angleterre se construisent de véritables empires, qui assurent leur prospérité, pendant que l'Allemagne doit se contenter des miettes,

quelques zones désertiques en Afrique par exemple. Mais en même temps, l'économie allemande est l'économie la plus dynamique d'Europe et se développe à grande vitesse. La compétition industrielle et commerciale est extrêmement rude ! Cette réalité va créer des tensions entre les grandes puissances européennes. La guerre économique va se transformer en guerre militaire !

A la source de tous les conflits majeurs qui se sont déroulés au cours du 20^e siècle, on retrouve la même dynamique : la soif de fric et de profits ; la volonté de s'approprier le maximum de matières premières et de marchés. Ou encore la volonté d'empêcher des concurrents économiques de pouvoir se développer et contester une hégémonie. C'est également l'ensemble de ces aspects que l'on retrouve aujourd'hui au cœur de la politique internationale des Etats-Unis.

La guerre et la crise.

Cette soif de profit a été le déclencheur du premier de ces bouleversements : la première guerre mondiale. Il s'agit d'un événement considérable. Pour nous qui sommes désormais habitués à la litanie des conflits tout autour du globe, nous avons du mal à nous représenter ce que cela a pu signifier pour les populations de l'époque. La guerre restait confinée aux colonies. Mais cela faisait longtemps qu'il n'y avait pas eu d'affrontement entre les grandes puissances européennes. Il y avait bien eu quelques frictions dans le cadre des expéditions coloniales, mais sans conséquences.

LES VAUTOURS CAPITALISTES PRÊTS À SE DÉPLOYER



Mais la guerre transforme considérablement le fonctionnement quotidien du capitalisme. Tout bêtement parce que la guerre sème la mort et la destruction. Simplement parce que ce ne sont pas simplement des soldats qui meurent, mais aussi des civils, des femmes, des enfants... Ce qui dans le cours normal des choses n'apparaît bien souvent que comme des « accidents de parcours » devient le produit d'une politique. Malgré le terme de « dommages collatéraux », tout le monde se rend compte qu'en temps normal, ces personnes ne seraient pas mortes. Les militaires eux-mêmes sont obligés d'en convenir. Ils sont obligés de

Un outil pour construire la mobilisation

Le 11 septembre 1990, le président Georges Bush (le père de l'actuel président américain) annonçait dans un discours au Congrès : « Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment unique et extraordinaire. De ces temps troublés, un nouvel ordre mondial peut émerger : une nouvelle ère – plus libre de la menace de la terreur, plus forte dans la poursuite de la justice, et plus sûre dans la quête de la paix ». On sait aujourd'hui ce qu'il en a été. Les temps sont toujours aussi troublés, et il est parfois difficile de retrouver son chemin dans toutes les informations contradictoires délivrées par les médias.

Pour cette raison, la petite brochure que nous avons éditée au début de l'année 2003 reste d'actualité. Elle reste un véritable outil pour construire le mouvement contre cette guerre. Bien sûr, la situation a évolué depuis qu'elle a été éditée. Mais les éclaircissements qu'elle fournit sur les prétextes mis en avant

pour intervenir sur les causes profondes de ce conflit restent plus que jamais d'actualité. Alors, pour convaincre autour de vous, pour continuer à mobiliser, n'hésitez pas à la commander !



se rendre qu'ils interviennent rarement pour la démocratie ou tout autre valeur dite « progressiste ». C'est comme ça que dernièrement, lors de l'offensive en Irak, trois officiers britanniques ont été démis de leurs fonctions et renvoyés en Grande Bretagne !

Ensuite, parce qu'une partie des libertés fondamentales est suspendue, les élections sont repoussées, la pénurie fait son apparition et l'ensemble de l'appareil de production est réorganisé autour de l'effort de guerre. Cela signifie que ce qui normalement permet de produire des biens de consommations, quels qu'ils soient, ne sert plus qu'à produire mort et dévastations. Un système créateur de richesses devient une machine à massacrer, qui engloutit des sommes colossales et provoque une véritable crise : économique, politique et sociale. Des sommes qui pourraient être allouées à l'éducation, à la santé, à l'augmentation des salaires servent à produire canons, obus, chars, cuirassés et porte-avions.

Bien sûr, en temps normal, le système capitaliste provoque un véritable gaspillage au quotidien : chaque jour, se sont des tonnes de nourriture qui sont détruites simplement pour maintenir les prix sur les marchés. Alors qu'il existe encore des famines. Les richesses produites ne profitent jamais à l'ensemble de la population. Et la minorité la plus riche est prête à tout pour conserver ses privilèges et maintenir ce système en place. Surtout, peut-on imaginer qu'une société construite autour d'une minorité de riches sur le dos de centaines de millions d'exploité-e-s puisse fonctionner correctement ?

On peut toujours agir contre la guerre !

Pourtant, l'éclatement d'une guerre n'est jamais une fatalité. Il existe toujours des moyens de s'y opposer. En ce qui concerne la première guerre mondiale, il existait une volonté affichée de stopper la dynamique guerrière. L'Europe comptait un mouvement ouvrier considérable et puissamment organisé. Et ce mouvement, structuré dans le cadre de la 2nde Internationale, avait réaffirmé, congrès après congrès, son oppo-

sition à la guerre. Encore en 1912, lors du congrès de Bâle, l'Internationale réaffirmait cette opposition : « Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, [les partis socialistes] ont le devoir de s'entretenir pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. » Pourtant, les dirigeants des organisations socialistes ont basculé dans le nationalisme et se sont rendus complices du massacre de millions de jeunes et de travailleurs dans les tranchées.

C'est bien d'un véritable basculement dont il s'agit. Et qui va laisser des traces durables. Car cette logique d'union sacrée n'a qu'un seul objectif : désarmer la jeunesse et les salariés à l'intérieur pour les jeter contre la jeunesse et les salariés d'en face. Et cette logique part du principe que la guerre étant une situation exceptionnelle, il n'est pas possible de revendiquer et de manifester. En fait, c'est la « solidarité nationale » contre la solidarité internationale !

Pendant que la majorité trahissait, une poignée de militants refusait cette logique, et continuait à avancer la nécessité du renversement du capitalisme. En s'appuyant sur deux choses : la crise et les puissants mouvements de contestation que la guerre engendre. La guerre provoque une crise du système capitaliste et l'affaiblit. Les régimes vacillent. La plupart des guerres provoquent inévitablement des mobilisations massives, voire des soulèvements populaires : 1917 en Russie, 1918 en Allemagne, 1919 en Hongrie, 1936 en Espagne, 1945 en Yougoslavie, 1949 en Chine, 1968 aux USA, 1974 au Portugal, 1991 en Irak et 2003 sur l'ensemble de la planète. A chaque fois, ce sont ces mobilisations massives qui ont permis de stopper la folie destructrice du système capitaliste. Certaines ont même permis de le renverser.

Le 20^e siècle a été le siècle des guerres et des révolutions. Jamais une période historique n'a provoqué autant d'espoir en un monde meilleur et d'horreur devant la barbarie dont ce système est capable. En ce début de nouveau millénaire, alors même que la logique du profit et de l'exploitation

relance la guerre et la colonisation, il est plus que jamais nécessaire de construire un mouvement de masse contre la guerre. Contre toutes les guerres. Et donc de renverser le système qui est à l'origine de ces guerres !

Camille, (Rennes)

Bibliographie :

- Marx et Engels. Le manifeste du parti communiste.
- Lénine. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.
- Claude Serfati. La mondialisation armée. Editions Textuel 2001
- John Rees. Guerre et révolution. Brochure éditée par l'Etincelle.
- Revue : critique communiste (revue de la LCR), Inprecor (revue de la Quatrième Internationale).
- Vous trouverez tous ces ouvrages, et bien d'autres encore, à la librairie La Brèche.

en bref

Bush utilise des armes chimiques !

Lors d'une manifestation à Oakland le 7 avril, les forces de police ont brutalement attaqué le cortège. Les policiers ont utilisé des gaz et des grenades assourdissantes pour disperser les manifestants. Ceux-ci protestent donc contre le fait que Bush utilise des armes chimiques contre son propre peuple.

La Cité de Dieu,

un film de Fernando Meirelles

N'oubliez pas Gorazde !

Retour sur la série « Gorazde » de Sacco, publiée il y a maintenant plus d'un an par l'excellente maison d'édition Rackham, mais toujours d'actualité.



Fin 1995, début 1996, durant la guerre en Bosnie, le dessinateur reporter Joe Sacco s'est rendu quatre fois à Gorazde, zone de sécurité contrôlée par l'ONU. Toujours encerclée par les forces serbes de Bosnie, une grande partie de la population musulmane de Gorazde endure assauts et sévères privations pour ne pas être obligés de fuir leur ville, leur maison. Pendant ce temps, les massacres se succèdent dans le reste de la Bosnie.



Grâce à l'important travail d'investigation journalistique que Sacco a réalisé, sont nés deux albums qui sont autant un compte rendu fiable de ce terrible siège, qu'un portrait juste et humain de la population de Gorazde.

Bref, deux albums poignants, horribles parfois, et qui permettent un retour fort instructif sur la guerre en Bosnie.

Gorazde, tome 1 et 2
Environ 13 euros le tome
Scénariste et dessinateur : Sacco
Editeur : Rackham

A voir sur le ouaib :

Pub perso pour le site des JCR de Metz (WWW.jcr57.fr.st) avec des actus locales et nationales, les rendez vous, un forum, et plein d'autres surprises...

Au cœur des 2 heures 30 de film, une cité, la Cidade de Deus, plantée sous le soleil de Rio de Janeiro, Brésil. Conçue pour vider les bidonvilles de leur misère et leurs scandales, la Cité de Dieu a été construite dans les années 60. Aujourd'hui, c'est un des endroits les plus dangereux de toute la ville. Un vrai ghetto des plus pauvres qui colle à la peau et au destin de chacun des personnages dont l'histoire est retracée par épisodes tout au long du film. Il y a la bande qui fait des petits casses, vite dépassée par plus violents et plus sanglants qu'eux. Il y a le chef de la mafia, sadique, névrosé et vrai businessman de la misère. Il y a un juste, mais dont on viole la copine sous ses propres yeux, et qui ne peut plus contenir sa rage. Et puis, au cœur et comme fil directeur de toutes ces histoires, il y a la vie de Buscapé. Trop fragile et effrayé pour devenir un truand, et assez malin finalement pour faire autre chose qu'un de ces milliers boulots de misère qui laissent survivre les habitants de la Cité. Il deviendra photographe. Le seul à réussir à échapper au destin. Tous ceux qui s'essaient à quitter le ghetto finissent avec une balle dans la peau. Ghetto-prison. D'autant plus invivable que les habitants y subissent une double oppression. Celle d'être de ces pauvres relégués aux marges

de la société brésilienne, hors de la ville. Et celle de la violence des gangs qui terrorisent et tiennent la Cité. L'appartenance à un gang procure statut social et subsistance matérielle. Difficile alors d'y échapper. La corruption de la police, la drogue et la guerre des gangs sont autant de thèmes explorés dans ce film de Fernando Meirelles qui démontre le mécanisme progressif de la violence. Mais c'est aussi le récit des émois et des questionnements existentiels tout adolescents de Buscapé. Il n'est ni un héros, ni un justicier. Il tente de survivre, et reste observateur – photographe. La multiplication des récits et des histoires complique parfois inutilement le scénario et fait perdre le fil. La structure par épisodes laisse à certains un goût d'inachevé. Il n'en empêche que les fans de Martin Scorsese par exemple de pourront qu'apprécier les portraits de monstres à visage humain, les quelques grammes de tendresse dans ce monde de brutes, mais aussi la montée d'une puissance d'une classe sociale ignorée et le recours à une violence exacerbée et absurde, comme dans *Gangs of New York*.

Anne, [Paris]

20^{es} rencontres internationales de jeunes

Lutter contre l'impérialisme !

Les 20^{es} rencontres internationales de jeunes révolutionnaires se dérouleront du 26 juillet au 2 août au Portugal. Ces rencontres sont organisées chaque année par les organisations de jeunes liées à la IV^{ème} Internationale en Europe et au delà. Ce sont plus de 500 jeunes qui se rencontrent pendant une semaine, pour discuter des mobilisations qui ont lieu dans les différents pays et réfléchir ensemble à la façon dont on peut défendre aujourd'hui la possibilité de renverser le système capitaliste.

Cette année, les Rencontres internationales seront placées sous le signe de la lutte contre l'impérialisme. C'est bien sûr la lutte

contre la guerre qui sera au premier plan, en essayant d'analyser les origines de la « guerre sans limite » chère à Bush. Mais ce sont aussi les aspects locaux, nationaux de cette guerre qui seront discutés : l'offensive antisociale est en effet aussi « sans limite » dans la plupart des pays, où on tente de démanteler les services publics, notamment l'éducation, d'attaquer les droits des salariés et des jeunes...

Face à ces attaques, et face à la guerre, nous discuterons à la fois des luttes sociales locales, et des possibilités de luttes internationales. Les mobilisations contre la mondialisation capitaliste, la mobilisation internationale contre la guerre sont la voie d'une contre-offensive, face aux classes dominantes, qui commence à prendre forme à une échelle massive. Il nous faut aussi débattre de la possibilité de mener une offensive mondiale contre le capitalisme, ce qui exige aussi de discuter de la façon de construire nos différentes organisations de jeunes, leurs priorités militantes, les thèmes sur lesquels elles interviennent.

Ces débats sont articulés avec les préoccupations quotidiennes que nous avons : luttes des jeunes travailleurs, féminisme, anti-homophobie, lutte pour une société qui respecte l'environnement... Pendant une semaine de débats, de forums, de formations, de dis-



Ska-P motivés !

Dans le cadre de son concert au Zénith de Paris le 23 mai 2003, le groupe rock-ska espagnol SKA P accueille un certain nombre d'associations et organisations dont il soutient la cause.

ATTAC, le GISTI, le MIB, le Collectif « Ni putes ni soumises », Act Up, Ras l'Front et bien d'autres tiendront donc un stand aux côtés de celui des JCR pendant ce concert.

Les bénéficiaires du concert seront reversés au comité de soutien de Thomas Joe Miller-El, détenu dans les couloirs de la mort du Texas depuis 17 ans. Par ailleurs, les organisations invitées peuvent vendre des places « militantes » à un tarif préférentiel, 1 euros leur est alors reversé pour chaque place vendue. Alors, bravo Ska P... et pour plus d'infos sur ce concert écrivez à jcr@jcr-red.org.



Concert contre la guerre

C'était le 20 mars dernier. Rappelez-vous, ce jour-là, on s'est réveillé avec la gueule de bois et la rage au ventre. Les premières bombes étaient tombées sur Bagdad. Le massacre commençait. Dans nos villes, partout, on a fait des AG, on est parti en manif. A Paris, après le rassemblement devant l'ambassade américaine, entre 5 et 6000 jeunes ont regagné le Zénith pour un concert organisé par Ensemble contre la guerre, un collectif d'artistes opposés à l'intervention en Irak. Surchauffée, la salle donnait un sentiment étrange. Faire la fête quand les bombes tombent ? Chaque artiste s'est appliqué à donner ses notes et chanter ses phrases en refusant de faire de ce jour-là un jour comme les autres, et de ce concert-là un concert comme les autres. Pourtant inégales, les prestations des groupes ou chanteurs présents ont satisfait le public, présent jusqu'au bout, de 19 heures à plus de 1 heure du matin, sans s'arrêter. Un public qui ponctuait les transitions entre les artistes pour des « Bush, Blair, assassins » ou des « Non à la guerre, contre le Irak ». Il y a eu Lofofora, Miossec, Rodolphe Burger, Aston Villa, et j'en passe, et

Tryo à l'origine du projet. A noter la présence d'un chanteur d'origine irakienne dont les mots ont touché très juste. Pour finir avec Sergent Garcia et « On en veut plus de guerre, Non, on veut stopper les militaires, Non (...) Stop the war ! » Au fait, c'était un concert à but non lucratif, mais dont les places ont été notamment distribuées par la Fnac, qui n'a pas manqué d'arrondir une nouvelle fois son chiffre d'affaires sur la misère du monde. Et Marianne soutient l'initiative. N'empêche que la multiplication des initiatives de ce genre pourraient bien aussi contribuer à installer la mobilisation contre la guerre dans la durée.

Anne, [Paris]



discussions individuelles nombreuses, nous essayons de lier les différentes questions. Nous tentons de comprendre la globalité des attaques qui nous tombent dessus, et la meilleure manière d'enclencher une contre-offensive.

Cette semaine de débats, c'est aussi (voir surtout, pour certains...) une semaine de fête, avec des activités diverses, de détente, de concerts, théâtre, entre 21h et 8h du matin...

Privas, [Jussieu]

Les pré inscriptions commencent, pour 20 euros (chèques à l'ordre de RCJ). Le

prix du camp est de 120 à 140 euros à priori (à confirmer d'ici dix jours), et nous essayerons d'organiser des transports à un prix réduit. Cela inclut les repas, les activités (avec traduction en 8 langues pour la plupart), et le logement, sous tente. Pour tout renseignement, contactez-nous (rij@jcr-red.org, 01.48.70.42.30).

en bref Interdisons le G8 d'Evian !

Violences Policières à Genève

Le 31 mars, suite à une manifestation contre la guerre et l'OMC à Genève, un flic a tiré sur une manifestante de 45 ans. Elle raconte : « Il y avait des flics qui couraient, une jeune fille plaquée à terre, menottée. Mon fils s'est ramassé un coup de matraque sur le crâne. Je voulais le défendre, alors j'ai lancé contre les flics la seule chose que j'avais dans les mains : une bouteille de bière. J'étais à trois ou cinq mètres d'eux. Et c'est là que j'ai vu l'un d'entre eux épauler et armer son fusil. »

Malgré les témoins, la police genevoise nie avoir utilisé des armes à feu. Il faut dire que la balle extraite de la joue de la manifestante est d'un genre tout à fait nouveau : en plastique, elle a éclaté en laissant dans la chair d'innombrables morceaux de ferraille. On se demande du coup si ces balles ne sont pas une « surprise » que la police suisse voulait garder secrète en prévision du G8 qui se tiendra dans deux mois.

Le G8 : la mondialisation par les bombes et les flashballs

Chirac envoie ses troupes en Côte d'Ivoire et que Sarkozy repeint la France en bleu képi. Mais notre gouvernement est loin d'avoir le monopole de la violence et, pendant ce temps, Bush et Blair envoient leurs bombes sur l'Irak et Poutine finit son massacre en Tchétchénie. Pour ces gouvernements, les plus puissants du monde, à toutes les questions, ils n'apportent qu'une seule réponse : les flics et l'armée...

En France comme aux Etats-Unis, c'est la politique du tout répressif qui tient place de politique sociale : les prisons US regorgent de ceux qui ont été exclus du système, les « centres fermés » français prévoient d'emprisonner dès 14 ans les enfants en difficulté...

C'est aussi la politique du tout répressif qui tient lieu de débat démocratique : face à José Bové, la prison, face aux manifestants anti-mondialisation et anti-guerre, les CRS...

Avec la guerre en Irak et la présence militaire française en Côte d'Ivoire c'est enfin la politique du tout militaire qui semble tenir lieu de politique étrangère aux gouvernements du G8.

Dans ce contexte, le gouvernement prépare le G8 d'Evian comme une véritable guerre intérieure. Pour les gouvernements, les contre-sommets sont toujours de grandes démonstrations de force, et parfois de

violence, comme ce fût le cas à Gênes en 2001. Pour le G8 de cette année à Evian, à mesure que la guerre se prolonge, le gouvernement français se retrouve dans une position toujours plus délicate et l'ampleur du mouvement contre la guerre rend notre gouvernement anxieux : l'invitation par Chirac de Bush et Blair ne passera pas inaperçue des millions de manifestants qui se sont déjà retrouvés pour exiger le retrait des troupes et pour refuser la collaboration de leurs propres gouvernements.

Un dispositif impressionnant avait déjà été prévu : brouillage des portables et « bulle aéronautique » au-dessus de la région, fermeture des frontières et mise en palace de barrages routiers, mobilisation de plus de 10 000 flics et militaires... Les organisateurs ont distribué des badges à toute la population d'Evian et seuls ceux qui les porteront pourront entrer dans la ville pendant le sommet, la navigation a été interdite sur le lac Léman...

En plus de cette panoplie classique (décrédibilisation du mouvement dans les médias, flicage et militarisation super-intensifs, fermeture de frontières, rumeurs d'annulation, fausse informations...), le gouvernement est aussi obligé de préparer des plans de rechange : la fuite, comme à Angers, et, si la situation sociale ou diplomatique l'exige, l'annulation pure et simple du G8...



Sous des prétextes qui ne trompent plus personne, les pays du G8 utilisent la force pour imposer leurs politiques de domination et d'exploitation.

Les Etats-Unis disent défendre la démocratie en attaquant l'Irak, c'est au nom de la « lutte contre le terrorisme » que Poutine a justifié les massacres en Tchétchénie, et c'est officiellement pour « maintenir la sécurité » que Sarkozy met des flics partout et que Chirac envoie plusieurs milliers d'hommes à Evian pour le G8.

Pour promouvoir la démocratie véritable, lutter contre le terrorisme et mettre fin aux guerres et à la répression à tout va, il faudrait plutôt une véritable politique sociale et un véritable rééquilibrage des rapports

entre les pays. Le G8 est la concrétisation de cette domination abusive : coupés des autres pays, coupés de leur population par des cordons de flics, ces 8 gouvernements ne défendent qu'eux-mêmes et leurs propres intérêts. Au G8, il ne s'agit donc plus seulement de faire fuir les saigneurs du monde, il s'agit de mettre fin immédiatement à leurs projets de guerres et de soumission économique... et d'élaborer des projets alternatifs pour une société qui apporterait des réponses sociales et solidaires à l'accroissement des inégalités et qui dialoguerait avant de bombarder...

Céline, (Paris)

Le G8 en tournée...

Le G8 Environnement initialement prévu à Angers s'inscrit dans une série de G8 "sectoriels" (Environnement, Finances, Justice...) qui préparent la tenue du "véritable" G8 à Evian les 1,2 et 3 juin. Ils réunissent à chaque fois les ministres concernés (Ministres de l'Environnement, des Finances...).

Pour ne louper aucun de vos rendez-vous avec le G8, sortez vos agendas !

G8 "Environnement", du 25-27 avril 2003, déplacé d'Angers à Paris.
G8 "Développement", le 24 avril, à Paris
G8 "Affaires étrangères", le 23 mai 2003 à Paris
G8 "Justice et des Affaires intérieures", le 5 mai 2003 à Paris
G7-G8 Finances, les 16-17 mai au Casino de Deauville. Il s'agit pour partie d'un G7 puisque la Russie, qui est moins riche que les 7 autres pays, n'est pas invitée à toutes les réunions concernant les Finances... On appréciera au passage le cynisme du lieu : les 7 pays les plus riches du monde gèrent les capitaux mondiaux dans un casino à Deauville !

Le G8-Environnement fuit vers la capitale...

Le ministère de l'Ecologie a décidé de déplacer à Paris le G8 Environnement qui devait être organisé à Angers du 25 au 27 avril.

Les raisons invoquées ? L'évolution du contexte international. Mais cela ne veut pas dire que la France s'est brouillée avec les représentants des gouvernements américains, anglais ou italiens à cause de la guerre en Irak : le G8-Environnement n'est pas repoussé mais simplement déplacé à Paris, aux mêmes dates. Comme le titrait d'ailleurs l'AFP, c'est bien « la crainte d'un contre-sommet réussi qui a fait déménager le G8 environnement ».

Dans la région d'Angers, tout avait été prévu pour « accueillir » ce G8-Environnement : un festi-

val-forum écologique, une grande manifestation, des concerts, plusieurs actions... Le ministère a donc préféré se replier sur Paris qui a « l'habitude d'assurer la sécurité de ces réunions de haut niveau ». Les actions prévues à Angers sont maintenues, par ailleurs, une manifestation sera certainement organisée à Paris le plus près possible du lieu où le G8 se réunit.

L'ampleur annoncée de la mobilisation a déjà fait fuir une fois ce G8, à nous de le chasser partout où il essaiera d'aller. Ne laissons pas les ministres de l'environnement de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis, de l'Italie, de l'Allemagne, du Japon, du Canada et de la Russie discuter tranquillement, sans nous,

en faisant comme s'il n'y avait pas de guerre et comme s'ils n'étaient pas les premiers pollueurs mondiaux...

Le G8 court toujours, mais notre mobilisation lui a déjà fait perdre du terrain. A nous de l'attendre le pied ferme, partout où il essaiera de se réunir. Parce que tant que nous ne l'aurons pas arrêté, la politique qu'il mène, elle, continue d'avancer.



Abonnez-vous ! Prenez contact !

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro)
8€ pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet au Portugal)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Nomprénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone e-mail

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org

Total : euros
Chèque à l'ordre de RCJ

Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR-RED)

2, rue Richard Lenoir,
93 100 Montreuil
01.48.70.42.30
jcr@jcr-red.org
www.jcr-red.org

